

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 943

[2008/200975]

5 MARS 2008. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération entre l'Autorité fédérale, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la mise en œuvre de certaines dispositions du Protocole de Kyoto (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Il est donné assentiment à l'accord de coopération du 19 février 2007 entre l'Autorité fédérale, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la mise en œuvre de certaines dispositions du Protocole de Kyoto.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 5 mars 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2007-2008.*

Documents du Parlement wallon, 693 (2007-2008), n^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral, séance publique du 5 mars 2008.

Discussion - Votes.

—
Annexe

Accord de coopération entre l'Autorité fédérale, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la mise en œuvre de certaines dispositions du Protocole de Kyoto

Vu l'article 39 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1^{er}, II 1^o, et l'article 92bis, § 1^{er}, insérés par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifiés par la loi spéciale du 6 juillet 1993, ainsi que l'article 16, modifié par la loi spéciale du 5 mai 1993;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, notamment l'article 42;

Vu la loi du 11 mai 1995 portant approbation à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, et les annexes I^{re} et II, faites à New York, le 9 mai 1992;

Vu le décret de la Région wallonne du 16 février 1995 portant approbation de la Convention-Cadre des Nations unies sur les changements climatiques, faite à New York, le 9 mai 1992;

Vu le décret de la Région flamande du 19 avril 1995 portant approbation de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, et les annexes I^{re} et II, signées à New York, le 9 mai 1992;

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 avril 1995 portant assentiment à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et aux annexes I^{re} et II, faites à New York, le 9 mai 1992;

Vu la loi du 26 septembre 2001 portant assentiment au protocole de Kyoto à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, et les annexes A et B, faits à Kyoto le 11 décembre 1997;

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 juillet 2001 portant assentiment au Protocole de Kyoto à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, et les annexes A et B, faits à Kyoto, le 11 décembre 1997;

Vu le décret de la Région flamande du 22 février 2002 portant assentiment au Protocole de Kyoto à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, ainsi qu'aux annexes A et B, faits à Kyoto, le 11 décembre 1997;

Vu le décret de la Région wallonne du 21 mars 2002 portant assentiment au Protocole de Kyoto à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, ainsi qu'aux annexes A et B, faits à Kyoto, le 11 décembre 1997 et à ses annexes;

Vu l'accord de coopération du 5 avril 1995 entre l'Autorité fédérale, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la politique internationale de l'environnement;

Vu l'accord de coopération du 14 novembre 2002 entre l'Autorité fédérale, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'établissement, à l'exécution et au suivi d'un Plan national Climat, ainsi qu'à l'établissement de rapports, dans le cadre de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et du Protocole de Kyoto;

Vu l'accord de coopération du 23 septembre 2005 entre l'Autorité fédérale, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'organisation et à la gestion administrative du système de registre normalisé et sécurisé de la Belgique conformément à la Directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil et à la Décision n° 280/2004/CE du Parlement européen et du Conseil;

Vu le décret de la Région flamande du 2 avril 2004 portant réduction des émissions de gaz à effet de serre en Région flamande par la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, l'utilisation de sources d'énergie renouvelables et l'application des mécanismes de flexibilité prévus par le Protocole de Kyoto;

Vu le décret de la Région wallonne du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juin 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre et imposant certaines conditions d'exploiter aux installations concernées;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 4 février 2005 relatif à l'échange de quotas de gaz à effet de serre et modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 6 février 1991 fixant le règlement flamand relatif à l'autorisation écologique et modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 1^{er} juin 1995 fixant les dispositions générales et sectorielles en matière d'hygiène de l'environnement;

Vu l'arrêté royal du 14 octobre 2005 relatif à la gestion du registre de gaz à effet de serre de la Belgique et aux conditions applicables à ses utilisateurs;

Vu les objectifs d'émissions fixés par la décision du Comité de concertation du 8 mars 2004 relative à la répartition des charges entre l'Autorité fédérale, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale et en particulier la disposition selon laquelle les régions sont responsables du dépôt des droits d'émission pour une quantité égale aux émissions de gaz à effet de serre sur leur territoire durant la période 2008-2012 et se voient octroyer des droits d'émission à concurrence du quintuple des émissions de l'année de référence diminuées de 7,5 % pour la Région wallonne, diminuées de 5,2 % pour la Région flamande, et majorées de 3,475 % pour la Région de Bruxelles-Capitale. Dans la même décision, l'Autorité fédérale s'engage à acquérir des droits d'émission supplémentaires à concurrence de 2,46 millions de droits d'émission par an pour la première période d'engagement et à prendre une série de mesures complémentaires dont l'impact de réduction d'émission pendant la première période d'engagement sera censé égaler au moins 4,8 millions de tonnes CO₂-eq. Au sein de la Commission nationale Climat, il sera évalué annuellement si la mise en œuvre des mesures des autorités fédérales est conforme à l'estimation ex ante;

Vu la loi-programme du 24 décembre 2002 concernant la création d'un fonds budgétaire pour le financement de la politique fédérale de réduction des émissions de gaz à effet de serre et la loi-programme du 27 décembre 2006;

Considérant l'entrée en vigueur du Protocole de Kyoto, le 16 février 2005;

Considérant que la Belgique, en tant que Partie contractante au Protocole de Kyoto, s'est engagée à remplir conjointement avec la Communauté européenne et ses autres Etats membres les engagements qu'ils ont pris au titre de l'article 3, § 1^{er}, et conformément aux dispositions de l'article 4 dudit Protocole, conformément à la Décision n° 2002/358/CE du Conseil du 25 avril 2002 relative à l'approbation, au nom de la Communauté européenne, du Protocole de Kyoto à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et l'exécution conjointe des engagements qui en découlent;

Considérant que, en vertu de l'article 2 et de l'annexe II de la Décision n° 2002/358/CE précitée, la Belgique doit réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 7,5 % par rapport au niveau de ses émissions en 1990;

Considérant la Directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté, telle que modifiée par la Directive 2004/101/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 2004, au titre des mécanismes de projet du Protocole de Kyoto;

Considérant le Règlement CE n° 2216/2004 de la Commission européenne du 21 décembre 2004, concernant un système de registre normalisé et sécurisé, conformément à la Directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil et à la Décision n° 280/2004/CE précitée;

Considérant la Décision n° 280/2004/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 février 2004 relative à un mécanisme pour surveiller les émissions de gaz à effet de serre dans la Communauté et mettre en œuvre le Protocole de Kyoto;

Considérant que l'Autorité fédérale et les régions doivent conjointement prendre des politiques et mesures domestiques visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, afin de pouvoir remplir l'engagement de réduction des émissions de gaz à effet de serre en vertu du Protocole de Kyoto et d'atteindre un niveau élevé de protection de l'environnement;

Considérant que le Protocole de Kyoto ne crée et ne confère à la Belgique, en tant que Partie contractante, et aux régions, ni droit ni titre les autorisant à produire des émissions de gaz à effet de serre;

Considérant que le recours aux mécanismes de flexibilité, tels que visés aux articles 6, 12 et 17 du Protocole de Kyoto et élaborés plus avant par les décisions de la Conférence des Parties, ou en vertu de ces décisions, peut contribuer à la réalisation de l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre que la Belgique s'est engagée à respecter en tant que Partie contractante;

Considérant que la Belgique, en tant que Partie contractante au Protocole de Kyoto, s'est engagée à n'utiliser les mécanismes de flexibilité qu'en complément des politiques et mesures prises au niveau domestique pour atteindre son objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre;

Considérant que les politiques et mesures domestiques, y compris les réductions d'émissions réalisées en application de la Directive 2003/87/CE établissant un système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre dans la Communauté, constituent un élément important des efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre à accomplir en vertu du Protocole de Kyoto;

Considérant que l'Autorité fédérale et les régions doivent mettre en œuvre, dans le respect de leurs compétences respectives, la Directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté, telle que modifiée par la Directive 2004/101/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 2004, au titre des mécanismes de projets du Protocole de Kyoto;

Considérant que la Directive 2004/101/CE, modifiant la Directive 2003/87/CE précitée, permet aux exploitants d'utiliser des crédits d'émissions générés en vertu des articles 6 et 12 du Protocole de Kyoto pour remplir leur obligation de restituer une quantité de quotas qui couvre leurs émissions réelles vérifiées;

Considérant que la Directive 2004/101/CE contient également des dispositions relatives à la mise en œuvre des mécanismes de flexibilité visés aux articles 6 et 12 du Protocole de Kyoto en dehors de cette possibilité d'utiliser des crédits d'émissions dans le cadre du système européen d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre;

Considérant qu'en raison de la répartition actuelle des compétences, tant l'Autorité fédérale que les régions doivent prendre les mesures nécessaires afin de satisfaire aux exigences du Protocole de Kyoto pour qu'ils puissent participer aux mécanismes de flexibilité visés aux articles 6, 12 et 17 dudit Protocole et les mettre en œuvre, conformément à ses dispositions et aux décisions pertinentes adoptées sur son fondement;

Considérant que l'article 19 de l'accord de coopération du 14 novembre 2002 relatif à l'établissement, à l'exécution et au suivi d'un Plan national Climat souligne l'engagement de l'Autorité fédérale et des régions à adopter le plus rapidement possible les mesures nécessaires à la mise en œuvre des mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto;

Considérant que ces mesures doivent également permettre aux personnes de participer à des activités de projet éligibles en vertu des articles 6 et 12 du Protocole de Kyoto pour générer des crédits d'émissions dans le respect des dispositions prévues à cet effet par le Protocole et ses dispositions d'exécution pertinentes;

Considérant la nécessité, d'une part, d'assurer une exécution coordonnée et efficace des dispositions du Protocole de Kyoto relatives aux mécanismes de flexibilité et des décisions pertinentes adoptées pour leur mise en œuvre et, d'autre part, de ne pas confronter les sujets de droit à une réglementation insuffisamment harmonisée ou faisant double emploi;

Considérant qu'en sa décision du 12 décembre 2005, la Commission nationale Climat a défini l'année 1995 comme année de référence pour l'hexafluorure de soufre, les perfluorocarbones et les hydrofluorocarbones selon l'article 3.8 du Protocole de Kyoto;

L'Autorité fédérale, représentée par le Gouvernement fédéral, en la personne du Premier Ministre, du Ministre de l'Economie, de l'Energie et du Commerce extérieur et du Ministre de l'Environnement;

La Région flamande, représentée par le Gouvernement flamand, en la personne de son Ministre-Président, de la Ministre flamande de l'Economie, de l'Entreprise, des Sciences, de l'Innovation et du Commerce extérieur, et du Ministre flamand des Travaux publics, de l'Energie, de l'Environnement et de la Nature;

La Région wallonne, représentée par le Gouvernement wallon, en la personne de son Ministre-Président, du Ministre wallon de l'Economie et de l'Emploi et du Ministre wallon de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, en la personne de son Ministre-Président, de la Ministre bruxelloise chargée de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau, et du Ministre bruxellois de l'Emploi, de l'Economie et de la Recherche scientifique,

ont convenu ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions, objectifs et principes

Article 1^{er}. Au sens du présent accord de coopération, l'on entend par :

1^o activité de projet : une activité de projet de mise en œuvre conjointe ou une activité de projet du mécanisme de développement propre;

2^o activité de projet du mécanisme de développement propre (MDP) : une activité de projet approuvée par une ou plusieurs Parties de l'annexe Ire, conformément à l'article 12 du Protocole de Kyoto et aux décisions adoptées en vertu de la CCNUCC ou du Protocole de Kyoto;

3^o activité de projet de mise en œuvre conjointe (MOC) : une activité de projet approuvée par une ou plusieurs Parties de l'annexe I^{re}, conformément à l'article 6 du Protocole de Kyoto et aux décisions adoptées en vertu de la CCNUCC ou du Protocole de Kyoto;

4^o Conférence des Parties : la Conférence des Parties à la CCNUCC, adoptée à New York, le 9 mai 1992, devenue Réunion de ces Parties, dans le cadre exclusif du Protocole de Kyoto et à dater de l'entrée en vigueur de celui-ci, le 16 février 2005;

5^o Partie de l'annexe I^{re} : toute Partie figurant à l'annexe Ire de la CCNUCC, qui a ratifié le Protocole de Kyoto, comme spécifié à l'article 1^{er}, point 7, de ce Protocole;

6^o la Belgique en tant que Partie contractante : la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale et l'Autorité fédérale agissant conjointement dans le respect de leurs compétences respectives pour la mise en œuvre du Protocole de Kyoto;

7^o année de référence : l'année 1990 pour le dioxyde de carbone, le méthane et le protoxyde d'azote et l'année 1995 pour l'hexafluorure de soufre, les perfluorocarbones et les hydrofluorocarbones;

8^o niveau de référence : pour chaque activité de projet, le niveau visant à représenter raisonnablement les émissions anthropiques par les sources ou les absorptions anthropiques par les puits de gaz à effet de serre qui se produiraient en l'absence du projet proposé;

9^o première période d'engagement : la période allant du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2012, visée à l'article 11, § 2, de la Directive 2003/87/CE;

10^o Directive 2003/87/CE : la directive du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté, telle que modifiée par la Directive 2004/101/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 2004, au titre des mécanismes de projets du Protocole de Kyoto;

11^o autorités compétentes : les instances désignées respectivement par la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale et l'Autorité fédérale, conformément à l'article 18 de la Directive 2003/87/CE;

12° quota : le quota autorisant à émettre une tonne d'équivalent-dioxyde de carbone au cours d'une période déterminée, valable uniquement pour respecter les exigences de la Directive 2003/87/CE, et transférable conformément aux exigences de cette directive;

13° autorisation d'émettre des gaz à effet de serre : l'autorisation délivrée conformément aux articles 5 et 6 de la Directive 2003/87/CE;

14° exploitant : le titulaire d'une autorisation d'émettre des gaz à effet de serre, établie par la Directive 2003/87/CE;

15° Commission nationale Climat : la commission créée en vertu de l'article 3 de l'accord de coopération du 14 novembre 2002 entre l'Autorité fédérale, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'établissement, à l'exécution et au suivi d'un Plan national Climat, ainsi qu'à l'établissement de rapports, dans le cadre de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et du Protocole de Kyoto;

16° Secrétariat permanent : le Secrétariat permanent de la Commission nationale Climat;

17° registre : le registre établi par la Belgique, géré et tenu à jour conformément à l'article 6 de la Décision 280/2004/CE, intégrant un registre établi conformément à l'article 19 de la Directive 2003/87/CE;

18° administrateur du registre : la ou les personnes qui gèrent et tiennent à jour le registre conformément aux exigences de la Directive 2003/87/CE, de la Décision n° 280/2004/CE et du règlement (CE) n° 2216/2004;

19° logiciel du registre : la plate-forme électronique qui est utilisée comme fichier de données sécurisé pour le registre;

20° compte de dépôt de Partie : tout compte sur le registre établi conformément à l'article 12 du Règlement (CE) n° 2216/2004;

21° compte de dépôt d'exploitant : tout compte sur le registre établi conformément à l'article 15 du Règlement (CE) n° 2216/2004;

22° compte de dépôt de personne : tout compte sur le registre établi conformément à l'article 19 du Règlement (CE) n° 2216/2004;

23° autorité nationale désignée : l'instance visée au point 29 de l'annexe à la Décision 3/CMP.1 relative aux modalités et procédures d'application d'un mécanisme pour un développement propre, tel que défini à l'article 12 du Protocole de Kyoto;

24° point de contact : l'instance visée au point 20 a) de l'annexe à la Décision 9/CMP.1 sur les lignes directrices pour l'application de l'article 6 du Protocole de Kyoto;

25° pays hôte : la Partie ou chacune des Parties sur le territoire de laquelle se situe physiquement l'activité de projet, pour autant qu'elle réponde aux conditions fixées par les décisions de la Conférence des Parties agissant comme Réunion des Parties au Protocole de Kyoto;

26° entité indépendante accréditée : une entité accréditée conformément aux lignes directrices adoptées au titre de l'article 6 du Protocole de Kyoto, et chargée de déterminer si les réductions des émissions anthropiques par les sources ou les renforcements des absorptions anthropiques par les puits, qui découlent d'une activité de projet de mise en œuvre conjointe, remplissent les conditions pertinentes énoncées par cet article et ces lignes directrices;

27° approbation : l'autorisation écrite, de nature administrative et technique, donnée en faveur de la participation d'une ou de plusieurs personnes à une activité de projet spécifique, conformément aux règles adoptées, selon le cas, par le Conseil exécutif du mécanisme pour un développement propre au titre de l'article 12 du Protocole de Kyoto, ou par le Comité de supervision au titre de l'article 6 du Protocole de Kyoto;

28° personne : toute personne physique ou morale de droit privé ou de droit public;

29° réserve pour la période d'engagement : la réserve qui doit correspondre à 90 % de la quantité attribuée à la Belgique ou à 100 % du quintuple du dernier inventaire de la Belgique qui a été examiné, la valeur la plus faible étant retenue;

30° quantité attribuée : la quantité d'émissions de gaz à effet de serre, exprimée en tonnes d'équivalent-dioxyde de carbone, calculée selon les niveaux d'émissions déterminés conformément à l'article 7 de la Décision 280/2004/CE;

31° délai supplémentaire accordé pour l'exécution des engagements : le délai visé au point 3 de la Décision 13/CMP.1 relative aux modalités de comptabilisation des quantités attribuées définies en application de l'article 7, § 4, du Protocole de Kyoto;

32° objectifs d'émissions : Pour la première période d'engagement, les objectifs d'émissions de gaz à effet de serre régionaux ont été établis par la décision du Comité de concertation du 8 mars 2004.

33° émissions vérifiées de gaz à effet de serre au cours de la première période d'engagement : émissions de gaz à effet de serre au cours de la première période d'engagement telles qu'elles ont été notifiées et examinées conformément aux articles 7 et 8 du Protocole de Kyoto et compte tenu de tout ajustement opéré conformément à l'article 5, § 2, de ce Protocole.

34° utilisation de quotas ou d'unités de Kyoto : l'affectation de quotas ou d'unités de Kyoto pour le processus de retrait et de restitution pour des émissions de gaz à effet de serre conformément à la Directive 2003/87/CE et au Règlement (CE) n° 2216/2004 et au Protocole de Kyoto;

35° unité de Kyoto : une UQA (unité de quantité attribuée), UAB (unité d'absorption), URE (unité de réduction des émissions) ou URCE (unité de réduction certifiée des émissions);

36° unité de quantité attribuée (UQA) : une unité délivrée conformément à l'article 7, § 3, de la Décision 280/2004/CE;

37° unité d'absorption (UAB) : une unité délivrée en application de l'article 3 du Protocole de Kyoto;

38° unité de réduction des émissions (URE) : une unité délivrée en vertu de l'article 6 du Protocole de Kyoto et des décisions adoptées en vertu de la CCNUCC ou du Protocole de Kyoto;

39° unité de réduction certifiée des émissions (URCE) : une unité délivrée en vertu de l'article 12 du Protocole de Kyoto et des décisions adoptées en vertu de la CCNUCC ou du Protocole de Kyoto;

40° unité de réduction certifiée des émissions temporaire (URCE-T) : une URCE délivrée pour une activité de projet de boisement ou de reboisement au titre du MDP et qui, sous réserve des décisions adoptées conformément à la CCNUCC ou au Protocole de Kyoto, expire à la fin de la période d'engagement suivant celle durant laquelle elle a été délivrée;

41° unité de réduction certifiée des émissions durable (URCE-LT) : une URCE délivrée pour une activité de projet de boisement ou de reboisement au titre du MDP et qui, sous réserve des décisions adoptées conformément à la CCNUCC ou au Protocole de Kyoto, expire à la fin de la période de comptabilisation de l'activité de projet de boisement ou de reboisement au titre du MDP pour laquelle elle a été délivrée;

42° Comité de contrôle du respect des dispositions : le comité créé par le point II.1 de l'annexe à la Décision 27/CMP.1 sur les procédures et mécanismes relatifs au respect des dispositions du Protocole de Kyoto;

43° utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie : les activités de boisement, de déboisement, de reboisement, de gestion des forêts, de gestion des pâturages, de gestion des terres cultivées et de restauration du couvert végétal au sens du présent article;

44° boisement : la conversion anthropique directe en terres forestières de terres qui n'avaient pas porté de forêts pendant au moins cinquante ans par plantation, ensemencement et/ou promotion par l'homme d'un ensemencement naturel;

45° reboisement : la conversion anthropique directe de terres non forestières en terres forestières par plantation, ensemencement et/ou promotion par l'homme d'un ensemencement naturel sur des terrains qui avaient précédemment porté des forêts mais qui ont été convertis en terres non forestières. Pour la première période d'engagement, les activités de reboisement seront limitées au seul reboisement de terres qui ne portaient pas de forêts à la date du 31 décembre 1989.

Art. 2. Sans préjudice des dispositions de l'accord de coopération du 14 novembre 2002 relatif à l'établissement, à l'exécution et au suivi d'un Plan national Climat, ainsi qu'à l'établissement de rapports, dans le cadre de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et du Protocole de Kyoto, et dans le respect des compétences respectives de l'Autorité fédérale et des régions, le présent accord de coopération concerne la mise en œuvre de certaines dispositions du Protocole de Kyoto par la Belgique en tant que Partie contractante, en vue de réaliser les objectifs suivants :

1° garantir la participation effective et continue de la Belgique en tant que Partie contractante aux mécanismes de flexibilité visés aux articles 6, 12 et 17 du Protocole de Kyoto afin de pouvoir acquérir et utiliser des unités de Kyoto en complément des efforts domestiques pour atteindre l'engagement de réduction des émissions de gaz à effet de serre, et conformément aux dispositions de l'article 3, § 1^{er}, du Protocole de Kyoto;

2° définir les critères et la procédure d'approbation des activités de projets qui relèvent de la Commission nationale Climat, ainsi que les conditions dans lesquelles les personnes sont autorisées à y participer, dans le respect des orientations, modalités et procédures pertinentes adoptées en vertu de la CCNUCC, du Protocole de Kyoto et des dispositions de la Directive 2003/87/CE;

3° désigner le point de contact et l'autorité nationale désignée pour la Belgique;

4° régler la détention d'unités de Kyoto sur des comptes de dépôt de personne et sur des comptes de dépôt d'exploitant dans le registre;

5° convenir de la portée du contrôle par l'administrateur du registre de l'utilisation des unités de Kyoto par des exploitants et autorités.

Art. 3. § 1^{er}. L'Autorité fédérale et les régions s'engagent, dans le cadre de l'exercice de leurs compétences respectives, à prendre toute mesure nécessaire pour satisfaire aux critères permettant à la Belgique, en tant que Partie contractante, d'utiliser des unités de Kyoto, en application des dispositions de l'article 8 de la Décision n° 280/2004/CE et de l'article 50 du Règlement (CE) n° 2216/2004. Conformément à l'accord de coopération du 14 novembre 2002, la Commission nationale Climat vérifie si ces critères sont effectivement respectés.

§ 2. L'Autorité fédérale et les régions s'engagent à contribuer ensemble au renforcement des capacités des pays d'accueil des activités de projets, en particulier les pays en développement, afin de les aider à mettre en place les procédures d'évaluation et d'approbation d'activités de projets de manière à ce qu'elles contribuent effectivement à leurs objectifs de développement durable.

L'Autorité fédérale et les régions informent la Commission nationale Climat de leurs initiatives.

La Commission nationale Climat propose chaque année à l'Autorité fédérale et aux régions des actions et des pays prioritaires en veillant à une répartition géographique suffisante des activités de projet et en tenant compte des initiatives pertinentes des institutions internationales et européennes.

§ 3. L'utilisation des mécanismes flexibles par la Belgique doit être compatible avec les obligations de complémentarité découlant du Protocole de Kyoto et de la CCNUCC, ainsi que de ses décisions d'exécution.

CHAPITRE II. — *Approbation des activités de projets*

Section 1^{re}. — Désignation de la Commission nationale Climat comme point de contact et autorité nationale désignée

Art. 4. § 1^{er}. La Commission nationale Climat est désignée pour effectuer les tâches dévolues au point de contact et à l'autorité nationale désignée en vertu des décisions d'exécution pertinentes respectivement des articles 6 et 12 du Protocole de Kyoto.

§ 2. En cette qualité, la Commission nationale Climat approuve les activités de projet relevant de sa compétence et entérine, sur la base de la signature d'une lettre d'approbation, les décisions d'approbation fédérale ou régionales, conformément aux sections 2 et 3 ci-dessous. La Commission nationale Climat est liée par la décision de la région ou de l'Autorité fédérale.

§ 3. La décision d'approbation vaut également autorisation des personnes à participer aux activités de projets, conformément aux dispositions des articles 6 ou 12 du Protocole de Kyoto et aux décisions pertinentes adoptées en vue de leur mise en œuvre, et confirme la participation volontaire de la Belgique en tant que Partie contractante à la mise en œuvre de l'activité de projet concernée.

§ 4. La Commission nationale Climat notifie formellement à l'administrateur du registre et met à la disposition du public les informations sur les activités de projets, pour lesquelles une lettre d'approbation est délivrée, sans préjudice des dispositions légales et réglementaires applicables en matière de confidentialité et de respect du secret des affaires.

§ 5. Dans le cadre de son rapport d'activités annuel, la Commission nationale Climat établit un rapport spécial sur ses activités en tant que point de contact et autorité nationale désignée.

Section 2. — Approbation des activités de projets relevant d'une région ou de l'Autorité fédérale

Art. 5. § 1^{er}. Une région approuve les activités de projet suivantes :

1° toute activité de projet financée totalement ou partiellement par cette région, ou par une province ou une commune, située sur son territoire;

2° toute activité de projet par laquelle cette région en entend acquérir des unités de Kyoto;

3° toute activité de projet du mécanisme de mise en œuvre conjointe ou de développement propre dont la demande d'approbation est introduite par une personne physique ayant son domicile, ou par une personne morale ayant une unité d'établissement, dans cette région;

4° toute activité de projet réalisée sur le territoire de cette région.

§ 2. L'Autorité fédérale approuve toute activité de projet par laquelle elle acquerra des unités de Kyoto.

§ 3. Lorsqu'en vertu des critères des §§ 1^{er} et 2 ci-dessus, une activité de projet relève à la fois de plusieurs régions ou d'une ou plusieurs régions et de l'Autorité fédérale, elle est traitée par l'autorité compétente auprès de laquelle est introduite la demande d'approbation, après consultation des autres autorités compétentes concernées. Si l'activité de projet doit avoir lieu sur le territoire d'une région, la demande d'approbation est toujours introduite auprès de cette région et traitée par elle.

§ 4. L'autorité compétente auprès de laquelle est introduite une demande d'approbation la notifie immédiatement au Secrétariat permanent, en indiquant le nom de l'activité de projet et du demandeur. Le Secrétariat permanent en informe les autres autorités compétentes.

§ 5. Le Secrétariat permanent enregistre et répertorie chaque demande d'approbation sur une liste, qui mentionne également l'autorité compétente en charge du traitement conformément aux dispositions de la présente section.

Art. 6. § 1^{er}. La demande d'approbation d'une activité de projet relevant de la compétence d'une Région est introduite et instruite conformément aux règles de la région en question. La demande d'approbation d'une activité de projet relevant de l'Autorité fédérale est introduite et instruite auprès de l'autorité compétente de celle-ci.

§ 2. Pour l'appréciation d'une activité de projet du mécanisme de MOC, qui ne relève pas du contrôle du Comité de supervision créé en vertu de l'article 6 du Protocole de Kyoto, et pour autant que l'autorité régionale ou fédérale compétente n'entende pas acquérir d'URE, l'autorité compétente s'assure que cette activité de projet permette une réduction des émissions de gaz à effet de serre s'ajoutant à celles qui pourraient être obtenues autrement.

§ 3. L'Autorité fédérale ou la région notifie sa décision en termes d'approbation de l'activité de projet au Secrétariat permanent, en même temps que la justification de sa compétence. Le Secrétariat permanent accuse réception de cette notification.

§ 4. En cas de décision d'approbation régionale ou fédérale, la lettre d'approbation est signée, au nom de la Commission nationale Climat, par le président de celle-ci, à l'issue de sa première réunion suivant cette décision d'approbation. Le modèle de cette lettre est établi par la Commission nationale Climat. Le Secrétariat permanent l'envoie, par envoi recommandé avec accusé de réception, à l'autorité compétente, qui la communique ensuite au demandeur.

§ 5. Le refus d'approbation est directement notifié au demandeur par l'autorité compétente, selon les modalités qu'elle fixe.

§ 6. Nonobstant la signature de la lettre d'approbation d'une activité de projet par le président de la Commission nationale Climat, l'autorité fédérale ou régionale l'ayant approuvée demeure entièrement responsable de cette activité, et supporte la charge de tous les risques y étant associés.

§ 7. Lorsqu'en application de la Décision 3/CMP.1 relative aux modalités et procédures d'application d'un mécanisme pour un développement propre tel que défini à l'article 12 du Protocole de Kyoto ou de la Décision 9/CMP.1 sur les lignes directrices pour l'application de l'article 6 du Protocole de Kyoto, une région ou l'Autorité fédérale demande la révision d'une activité de projet approuvée, qui relève de sa compétence, cette région ou l'Autorité fédérale le notifie par écrit au président de la Commission nationale Climat, qui contresigne ensuite cette demande de révision.

Section 3. — Approbation des activités de projets relevant de la Commission nationale Climat

Art. 7. Toute activité de projet qui ne relève ni d'une région, ni de l'Autorité fédérale conformément à l'article 5 relève de la Commission nationale Climat.

Art. 8. La Commission nationale Climat n'approuvera aucune activité de projet visée à l'article 7, qui ne répond pas au moins aux critères suivants, établies par la Conférence des Parties à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques agissant comme Réunion des Parties, et à la Directive 2004/101/CE modifiant la Directive 2003/87/CE :

1° l'activité de projet doit contribuer effectivement à la réalisation des objectifs de développement durable du pays hôte envisagé;

2° le financement de l'activité de projet envisagée n'entraîne pas, au bénéfice de celle-ci, un détournement de l'aide publique au développement dans le cadre des règles discutées à l'Organisation de coopération et de développement économiques et dans le respect des décisions du Conseil exécutif au titre de l'article 12 du Protocole de Kyoto et du Comité de supervision au titre de l'article 6 de ce Protocole;

3° la participation de personnes à une activité de projet doit être compatible avec les orientations, modalités et procédures pertinentes adoptées en vertu de la CCNUCC et du Protocole de Kyoto;

4° l'activité de projet envisagée n'affecte pas la capacité de la Belgique à remplir les obligations qu'elle a souscrites en vertu d'autres conventions internationales, notamment en vue de la préservation de la biodiversité, de la lutte contre la désertification et de l'appauvrissement de la couche d'ozone;

5° l'activité de projet envisagée ne porte pas une atteinte significative, de manière directe ou indirecte, à l'environnement ou à la santé de la population d'un Etat autre que celui dans lequel il est envisagé de la mettre en oeuvre;

6° l'activité de projet envisagée ne porte pas atteinte aux intérêts de la Belgique dans le cadre de ses activités diplomatiques et militaires;

7° pour toute activité de projet de MOC conjointe, le niveau de référence et le plan de surveillance doivent être établis conformément aux lignes directrices des décisions prises sur la base de CCNUCC ou du Protocole de Kyoto, et doivent être vérifiés par une entité indépendante accréditée. Lorsque l'activité est envisagée sur le territoire de l'Union européenne ou dans des pays ayant signé un traité d'adhésion avec l'Union européenne, le niveau de référence doit être parfaitement compatible avec l'acquis communautaire, y compris les dérogations provisoires prévues dans ce traité d'adhésion;

8° pour une activité de projet de production d'hydroélectricité avec une capacité de production excédant 20 MW, l'activité de projet envisagée respecte les normes et lignes directrices internationales pertinentes, y compris celles contenues dans le rapport final de 2000 de la Commission mondiale des barrages, intitulé "Barrages et développement : un nouveau cadre pour la prise de décision".

Art. 9. § 1^{er}. Toute personne qui entend entreprendre une activité de projet relevant de la Commission nationale Climat doit lui adresser une demande d'approbation.

§ 2. Les modalités d'introduction de cette demande d'approbation, son contenu, et les documents devant y être joints sont établis par la Commission nationale Climat, qui les communique aux assemblées fédérale et régionales et les fait publier au *Moniteur belge*.

§ 3. L'instruction de la demande d'approbation a lieu comme suit :

1° le Secrétariat permanent de la Commission nationale Climat accuse réception de la demande d'approbation et notifie au demandeur les délais de procédure;

2° la Commission nationale Climat vérifie que le dossier de demande d'approbation est bien complet. Lorsqu'elle estime qu'elle dispose de tous les éléments nécessaires à sa décision, elle en avise le demandeur et instruit le dossier. Elle peut à tout moment, si elle le juge utile, demander au demandeur des compléments d'information ou des documents nécessaires à l'instruction du dossier. Dans ce cas, le délai visé à l'article 10, § 1^{er}, est prolongé de deux mois.

Art. 10. § 1^{er}. La Commission nationale Climat se prononce dans un délai de quatre mois suivant la notification visée à l'article 9, § 3, 1^o.

Elle prend sa décision à la majorité des deux tiers des votes de ses membres présents en tenant compte des critères visés à l'article 8. En l'absence d'une décision dans le délai ci-dessus, l'activité de projet est réputée approuvée.

§ 2. La lettre d'approbation est signée par le Président de la Commission nationale Climat, au nom de celle-ci. La Commission nationale Climat établit le modèle de cette lettre et fixe les modalités selon lesquelles le Secrétariat permanent l'envoie au demandeur.

§ 3. Lorsque la Commission nationale Climat refuse d'approuver une activité de projet, elle indique, dans sa décision, les motifs fondant ce refus. Le Secrétariat permanent notifie cette décision au demandeur, par envoi recommandé avec accusé de réception.

§ 4. La décision prise par la Commission nationale Climat constitue une décision individuelle susceptible de recours en annulation devant le Conseil d'Etat dans un délai de soixante jours à compter de la date de sa notification.

§ 5. A la demande du Secrétariat permanent, la Commission nationale Climat pourra subordonner sa prestation au paiement, par le demandeur, d'une cotisation raisonnable et proportionnée aux coûts du service rendu, sans pouvoir dépasser les coûts de ce service. Le montant de cette cotisation et les règles à suivre seront fixés par la Commission nationale Climat.

CHAPITRE III. — *Détention et utilisation d'unités de Kyoto*

Art. 11. Tout compte de dépôt de personne, d'exploitant ou de Partie dans le registre peut détenir des unités de Kyoto.

Art. 12. § 1^{er}. Les Parties au présent accord de coopération s'engagent à ne pas utiliser d'URE ou d'URCE générées par des installations nucléaires pour respecter leurs engagements quantifiés de réduction d'émissions de gaz à effet de serre.

§ 2. Afin de remplir leurs engagements de réduction d'émissions de gaz à effet de serre, les régions et l'Autorité fédérale peuvent décider de ne pas utiliser d'unités de Kyoto provenant d'activités de projets spécifiques.

Toute Partie qui exclut l'utilisation d'un type déterminé d'unités de Kyoto prend toutes les mesures utiles et nécessaires à cette fin. L'administrateur du registre lui fournit un rapport annuel permettant d'établir de manière autonome les éventuels manquements à cette disposition, et de prendre les mesures nécessaires pour son respect.

§ 3. Une région ou l'Autorité fédérale peut, en complément aux règles européennes et internationales, décider de fixer des conditions supplémentaires pour l'utilisation d'unités de Kyoto par des exploitants, auxquels elle a fourni l'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre. Elle en informe la Commission nationale Climat et l'administrateur du registre. L'administrateur du registre fournit à la Partie concernée un rapport annuel relatif à la restitution de quotas et d'unités de Kyoto par les exploitants de ces installations, lui permettant d'établir de manière autonome les éventuels manquements à cette disposition, et de prendre les mesures nécessaires pour son respect.

§ 4. Dans l'exercice de leurs compétences pour la mise en œuvre de la Directive 2003/87/CE, les régions, en collaboration avec l'administrateur du registre, communiquent les informations pertinentes relatives à l'utilisation des unités de Kyoto dans le système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre à la Commission nationale Climat qui fait rapport à la Commission européenne conformément à l'article 21, § 1^{er}, a), de la directive précitée.

Art. 13. § 1^{er}. L'administrateur du registre permet aux exploitants d'utiliser des unités de Kyoto, pour autant que cette utilisation soit conforme aux règles fixées en la matière par la Directive 2003/87/CE, le Règlement (CE) n° 2216/2004, la CCNUCC, le Protocole de Kyoto, ainsi que par leurs arrêtés d'exécution.

§ 2. Le respect du § 1^{er} sera constaté par l'administrateur central près de la Commission européenne conformément aux procédures d'essai définies à l'annexe XIII du règlement et, le cas échéant, au plan d'essais établi par l'administrateur du relevé international des transactions près des Nations unies conformément aux normes standardisées d'échange des données applicables aux registres au titre du Protocole de Kyoto. L'administrateur du registre veille à ce que le fournisseur du logiciel du registre applique correctement les règles énoncées au § 1^{er}.

§ 3. A la demande de la Commission nationale Climat, l'administrateur du registre peut exclure l'utilisation d'unités de Kyoto spécifiques provenant d'activités de projets spécifiques, en complément aux règles européennes et internationales, pour l'ensemble des comptes de dépôt d'exploitants et le compte de dépôt de Partie, pour autant que ceci fasse l'objet d'un consensus des régions et de l'Autorité fédérale et que ceci puisse être mis en œuvre techniquement dans le logiciel du registre. La faisabilité technique est établie par le développeur du logiciel et évaluée par la Commission nationale Climat sur la base d'un rapport de l'administrateur du registre.

CHAPITRE IV. — *Quantité attribuée*

Art. 14. § 1^{er}. La quantité attribuée à la Belgique est inscrite initialement dans le compte de dépôt de Partie ouvert au nom de la Belgique, en tant que Partie contractante, dans le registre.

§ 2. Si l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie constituaient au cours de l'année ou de la période de référence une source nette d'émissions de gaz à effet de serre, la Belgique prend en compte, dans le calcul de la quantité attribuée, les émissions anthropiques notifiées dans la rubrique "conversion de forêts" (déboisement) conformément à la décision 13/CMP.1 relative aux modalités de comptabilisation des quantités attribuées définies en application de l'article 7, § 4, du Protocole de Kyoto.

Art. 15. § 1^{er}. La portion de la quantité attribuée à la Belgique, correspondant à la quantité totale de quotas réservée, conformément au plan national d'allocation de la Belgique pour 2008-2012, aux installations couvertes par la Directive 2003/87/CE, y compris la réserve totale pour les nouveaux entrants, est maintenue sur le compte de dépôt de Partie de la Belgique en attendant la délivrance conformément à l'article 45 du Règlement (CE) n° 2216/2004, l'allocation aux exploitants conformément à l'article 46 du même règlement, ou la vente aux enchères de quotas par une autorité compétente, conformément à l'article 10 de cette directive.

§ 2. L'administrateur du registre réserve scrupuleusement et de façon continue les quantités totales d'unités de Kyoto et de quotas qui se trouvent sur le compte de dépôt de Partie.

§ 3. Chaque région et l'Autorité fédérale ouvrent un compte de dépôt de personne dans le registre en remettant à l'administrateur du registre un formulaire d'activation dûment complété et signé, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 14 octobre 2005.

§ 4. Une région peut demander par écrit à l'administrateur du registre qu'une partie limitée de la quantité attribuée à la Belgique du compte de dépôt de Partie de la Belgique soit transférée sur le compte de dépôt de personne, à condition que cette quantité soit retransférée avant la fin de la première période d'engagement et avant la vérification, à la demande de l'autorité compétente concernée, sur un compte de dépôt de Partie spécifique créé à cet effet, géré par l'administrateur du registre. Ceci ne peut porter préjudice aux engagements de cette région, des autres régions et de ceux de la Belgique. Cette partie est limitée pour chaque région à maximum 5 % de 5 fois les émissions de gaz à effet de serre au cours de l'année de référence dans la région concernée, diminués de 7,5 %.

§ 5. La demande de transfert visée au § 4 doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception à l'administrateur du registre et doit être signée par la personne habilitée à représenter le titulaire du compte, ainsi que par deux de ses représentants autorisés.

§ 6. Les régions et l'Autorité fédérale peuvent détenir sur leur compte de dépôt de personne des unités de Kyoto acquises d'un tiers, dans l'attente de leur transfert vers le compte de dépôt de partie de la Belgique.

CHAPITRE V. — *Répartition de la charge*

Art. 16. § 1^{er}. Si les émissions vérifiées de gaz à effet de serre d'une région au cours de la première période d'engagement sont supérieures à cinq fois son objectif d'émissions régional pour les gaz à effet de serre durant la première période d'engagement, cette région s'engage, au plus tard deux mois avant l'expiration du délai supplémentaire accordé pour l'exécution des engagements, à transférer sur le compte de dépôt de Partie de la Belgique en tant que Partie contractante, une quantité d'unités de Kyoto qui est égale à la différence entre ses émissions vérifiées de gaz à effet de serre au cours de la première période d'engagement et cinq fois son objectif régional d'émissions pour les gaz à effet de serre pour cette première période d'engagement. L'administrateur du registre transfère l'ensemble des unités visées à l'article 15, § 4, sur le compte de dépôt de Partie de la Belgique en tant que Partie contractante, au plus tard deux mois avant l'expiration du délai supplémentaire accordé pour l'exécution de ses engagements.

§ 2. Si les émissions vérifiées de gaz à effet de serre d'une région au cours de la première période d'engagement sont inférieures à cinq fois l'objectif d'émissions régional pour les gaz à effet de serre durant la première période d'engagement, l'administrateur du registre transfère une quantité d'unités de Kyoto visées à l'article 15, § 4, diminuées de la différence entre ses émissions vérifiées de gaz à effet de serre au cours de la première période d'engagement et cinq fois son objectif d'émissions régional pour les gaz à effet de serre durant la première période d'engagement du compte de dépôt de Partie spécifique créé à cet effet, géré par l'administrateur du registre, vers le compte de dépôt de Partie de la Belgique en tant que Partie contractante, au plus tard deux mois avant l'expiration du délai supplémentaire accordé pour l'exécution des engagements.

Les unités de Kyoto restantes sont simultanément transférées par l'administrateur du registre sur le compte de dépôt de personne de la région.

En tenant compte des unités de Kyoto achetées par l'Autorité fédérale pendant la première période d'engagement, les régions et l'Autorité fédérale, sans préjudice de leur autonomie, examineront ensemble dans le cadre du Comité de concertation, la possibilité de céder ou de vendre les unités de Kyoto dans la première période d'engagement, préférentiellement entre les régions elles-mêmes, ou encore de les transférer en tout ou en partie sur la période d'engagement suivante sans porter préjudice à la définition des engagements pour la prochaine période d'engagement.

Après la notification à la Belgique de la validation définitive de ses inventaires nationaux d'émissions de gaz à effet de serre par le Secrétariat de l'UNFCCC, l'Autorité fédérale et les régions, sans préjudice de leur autonomie, se prononceront ensemble, dans le cadre du Comité de concertation, sur les possibilités visées à l'alinéa précédent, au plus tard deux mois avant l'expiration du délai supplémentaire pour l'exécution de ses engagements. Cette décision sera notifiée dans les quatorze jours calendrier à l'administrateur du registre, à la demande écrite authentifiée et juridiquement conforme des représentants autorisés d'une région et d'un Ministre mandaté par le Gouvernement régional.

CHAPITRE VI. — Réserve pour la période d'engagement et report d'unités de Kyoto à la période d'engagement suivante

Art. 17. Au plus tard le 31 octobre 2007, la Commission nationale Climat approuve toutes les mesures à prendre par l'administrateur du registre et les Parties au présent accord de coopération lorsque, à partir du 1^{er} janvier 2008, les montants des URE, URCE, UQA et UAB valables pour la période de cinq ans concernée, détenus dans les comptes de dépôt de la Partie, les comptes de dépôt d'exploitant, les comptes de dépôt de personne et les comptes de retrait dans le registre approchent le seuil de non-respect de la réserve pour la période d'engagement, conformément aux modalités de mise en œuvre de l'article 17 du Protocole de Kyoto.

Art. 18. § 1^{er}. Dans la limite de 2,5 % de la quantité attribuée à la Belgique, et moyennant les modalités fixées par la Commission nationale Climat, l'administrateur du registre prend les mesures nécessaires pour permettre à l'Autorité fédérale et à chaque région de reporter, à la période d'engagement suivante, des URCE ou des URE ne résultant pas d'UAB.

Sur demande écrite des représentants autorisés d'une région ou de l'Autorité fédérale, l'administrateur du registre prend également les mesures nécessaires pour leur permettre de reporter, à la période d'engagement suivante, les UQA pour lesquelles aucune limite n'est fixée.

§ 2. Les unités de Kyoto reportées conformément au § 1^{er} ne doivent pas avoir été retirées pour la période d'engagement ou annulées et ce report doit avoir lieu après l'expiration du délai supplémentaire accordé pour l'exécution des engagements.

§ 3. Le report d'unités de Kyoto dans les conditions prévues aux paragraphes précédents sera ouvert aux autres personnes pour autant que la Commission nationale Climat l'autorise et moyennant le respect des modalités fixées par celle-ci et pour autant que ceci puisse techniquement être mis en œuvre dans le logiciel du registre. La faisabilité technique est établie par le développeur du logiciel et évaluée par la Commission nationale Climat sur la base d'un rapport de l'administrateur du registre.

CHAPITRE VII. — L'utilisation d'unités de Kyoto provenant de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie

Art. 19. § 1^{er}. Pour remplir l'objectif de réduction de la Belgique, en tant que Partie contractante, qui est visé à l'article 3, § 1^{er}, du Protocole de Kyoto et fixé en vertu de la décision n° 2002/358/CE, l'Autorité fédérale et les régions s'engagent à n'utiliser d'URCE-LT ou d'URCE-T qu'à concurrence d'une quantité maximum correspondant à 1 % des émissions de l'année de référence utilisées pour le calcul de la quantité attribuée de la Belgique, multipliée par cinq.

§ 2. Les Parties au présent accord de coopération conservent leurs URCE-LT et leurs URCE-T sur leurs comptes de dépôt de personne respectifs en attendant leur transfert vers le compte de dépôt de partie.

§ 3. A cette fin, l'administrateur du registre communique chaque année à la Commission nationale Climat, à partir de 2008 :

- a) les quantités d'URCE-LT et d'URCE-T se trouvant sur le compte de dépôt de Partie du registre, et
- b) les quantités d'URCE-LT et d'URCE-T retirées.

L'autorité régionale ou fédérale qui retire des URCE-LT ou des URCE-T reste responsable de leur remplacement éventuel.

§ 4. La Commission nationale Climat établira la répartition du pourcentage maximum, défini au § 1^{er} ci-dessus, entre l'Autorité fédérale et chaque région.

§ 5. Chaque région et l'Autorité fédérale prennent la responsabilité du respect des principes de répartition du pourcentage maximum autorisé qui ont été convenus.

CHAPITRE VIII. — *Procédures et mécanismes relatifs au respect des dispositions de Protocole de Kyoto*

Art. 20. § 1^{er}. Les dispositions suivantes régissent l'application des procédures et mécanismes relatifs au respect des dispositions du Protocole de Kyoto, lorsqu'une procédure concernant la Belgique est mise en œuvre devant le Comité de contrôle du respect des dispositions.

§ 2. La Commission nationale Climat est désignée comme structure de concertation et est chargée de définir des dispositions pratiques relatives :

1° à la participation de l'Autorité fédérale et des régions dans le cadre de l'examen préliminaire des questions de mise en œuvre par la Chambre de la facilitation ou par la Chambre de l'exécution du Comité de contrôle du respect des dispositions;

2° aux procédures générales ou procédures propres à chaque chambre;

3° aux procédures de recours.

§ 3. Lorsqu'une décision d'entrer en matière est notifiée à la Belgique par l'intermédiaire du Secrétariat du Comité, la Commission nationale Climat se réunit dans les plus brefs délais afin de déterminer les dispositions pratiques de la participation respective de l'Autorité fédérale et des régions à cette procédure.

§ 4. La Commission nationale Climat établit des modalités d'exécution pratiques de toute mesure consécutive de la chambre de la facilitation trouvant à s'appliquer à la Belgique.

§ 5. L'article 16, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles est applicable pour l'exécution des mesures consécutives appliquées par la chambre de l'exécution du Comité à l'encontre de la Belgique.

CHAPITRE IX. — *Dispositions finales*

Art. 21. Les différends éventuels qui surgissent entre les Parties contractantes à propos de l'interprétation ou de l'exécution du présent accord de coopération seront réglés au sein de la Commission nationale Climat, ou à défaut d'une solution, dans le cadre de la Conférence interministérielle de l'environnement élargie et, le cas échéant, du Comité de concertation. A défaut d'une solution, le différend sera soumis à une juridiction dont les membres seront désignés et dont les frais de fonctionnement seront répartis conformément à l'article 24 de l'accord de coopération du 14 novembre 2002.

Art. 22. Le présent accord de coopération est conclu pour une durée indéterminée.

Chaque Partie contractante peut le dénoncer avec un préavis de six mois.

Art. 23. Le présent accord de coopération entrera en vigueur après que le législateur fédéral et les législateurs régionaux aient marqué leur assentiment.

La loi, les décrets et l'ordonnance d'assentiment seront publiés conjointement au *Moniteur belge* par le Secrétariat central du Comité de concertation visé à l'article 31 de la loi ordinaire du 9 août 1980, à la demande de la Partie dont le législateur aura été le dernier à donner son assentiment.

Bruxelles, le 31 janvier 2008, en autant d'exemplaires qu'il y a de Parties contractantes.

Pour l'Autorité fédérale :

Le Premier Ministre,
G. VERHOFSTADT

Le Ministre fédéral de l'Energie,
M. VERWILGHEN

Le Ministre fédéral de l'Environnement,
B. TOBBACK

Pour la Région flamande :

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
Y. LETERME

La Ministre flamande de l'Economie, des Entreprises, de la Science, de l'Innovation et du Commerce extérieur,
Mme F. MOERMAN

Le Ministre flamand des Travaux publics, de l'Energie, de l'Environnement et de la Nature,
K. PEETERS

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

Pour la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de Bruxelles-Capitale,
Ch. PICQUE

La Ministre bruxelloise de l'Environnement et de l'Energie,
Mme E. HUYTEBROECK

Le Ministre bruxellois de l'Economie et de la Recherche scientifique,
B. CEREXHE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 943

[2008/200975]

5. MÄRZ 2008 — Dekret zur Zustimmung zum Kooperationsabkommen zwischen der Föderalbehörde, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt bezüglich der Umsetzung von Bestimmungen des Kyoto-Protokolls (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Einzigster Artikel - Dem Kooperationsabkommen vom 19. Februar 2007 zwischen der Föderalbehörde, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt bezüglich der Umsetzung von Bestimmungen des Kyoto-Protokolls wird zugestimmt.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 5. März 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,
M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,
Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Ausbildung,
M. TARABELLA

Der Minister der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,
D. DONFUT

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—
Fußnote

(1) *Sitzung 2007-2008*

Dokumente des Wallonischen Parlaments 693 (2007-2008), Nrn. 1 und 2

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 5. März 2008

Diskussion - Abstimmung.

—
Anlage

Kooperationsabkommen zwischen der Föderalbehörde, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt bezüglich der Umsetzung von Bestimmungen des Kyoto-Protokolls

Aufgrund des Artikels 39 der Verfassung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 6 § 1 II, 1^o, und des Artikels 92bis, § 1 eingefügt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch das Sondergesetz vom 6. Juli 1993 sowie des Artikels 16, abgeändert durch das Sondergesetz vom 5. Mai 1993;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen, insbesondere des Artikels 42;

Aufgrund des Gesetzes vom 11. Mai 1995 zur Zustimmung zum Rahmenübereinkommen der Vereinten Nationen über Klimaänderungen und zu den Anlagen I und II, geschehen in New York, am 9. Mai 1992;

Aufgrund des Dekrets der Wallonischen Region vom 16. Februar 1995 zur Zustimmung zum Rahmenübereinkommen der Vereinten Nationen über Klimaänderungen, geschehen in New York, am 9. Mai 1992;

Aufgrund des Dekrets der Flämischen Region vom 19. April 1995 zur Zustimmung zum Rahmenübereinkommen der Vereinten Nationen über Klimaänderungen, und zu den Anlagen I und II, geschehen in New York, am 9. Mai 1992;

Aufgrund der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 27. April 1995 zur Zustimmung zum Rahmenübereinkommen der Vereinten Nationen über Klimaänderungen (UNFCCC), und zu den Anlagen I und II, geschehen in New York, am 9. Mai 1992;

Aufgrund des Gesetzes vom 26. September 2001 zur Zustimmung zum Kyoto-Protokoll zum Rahmenübereinkommen der Vereinten Nationen über Klimaänderungen, und zu den Anlagen A und B, geschehen in Kyoto, am 11. Dezember 1997;

Aufgrund der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 19. Juli 2001 zur Zustimmung zum Kyoto-Protokoll zum Rahmenübereinkommen der Vereinten Nationen über Klimaänderungen, und zu den Anlagen A und B, geschehen in Kyoto, am 11. Dezember 1997;

Aufgrund des Dekrets der Flämischen Region vom 22. Februar 2002 zur Zustimmung zum Kyoto-Protokoll zum Rahmenübereinkommen der Vereinten Nationen über Klimaänderungen, und zu den Anlagen A und B, geschehen in Kyoto, am 11. Dezember 1997;

Aufgrund des Dekrets der Wallonischen Region vom 21. März 2002 zur Zustimmung zum Kyoto-Protokoll zum Rahmenübereinkommen der Vereinten Nationen über Klimaänderungen, und zu den Anlagen A und B, geschehen in Kyoto, am 11. Dezember 1997;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 5. April 1995 zwischen der Föderalbehörde, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt bezüglich der internationalen Umweltpolitik;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 14. November 2002 zwischen der Föderalbehörde, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Erstellung, die Ausführung und die Überwachung eines nationalen Klimaplanes sowie über die Abfassung von Berichten im Rahmen des Rahmenabkommens der Vereinten Nationen über Klimaänderungen und des Protokolls von Kyoto;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 23. September 2005 zwischen der Föderalbehörde, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Organisation und die administrative Führung des standardisierten und sicheren Registrierungssystems Belgiens in Übereinstimmung mit der Richtlinie 2003/87/EG des Europäischen Parlaments und des Rates und der Entscheidung 280/2004/EG des Europäischen Parlaments und des Rates;

Aufgrund des Dekrets der Flämischen Region vom 2. April 2004 zur Verringerung der Treibhausgasemissionen in der Flämischen Region durch die Förderung der rationellen Energienutzung, der Verwendung von erneuerbaren Energiequellen, und die Anwendung der im Kyoto-Protokoll vorgesehenen Flexibilitätsmechanismen;

Aufgrund des Dekrets der Wallonischen Region vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls;

Aufgrund des Erlasses der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt vom 3. Juni 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten und zur Auferlegung bestimmter Betriebsbedingungen für die betroffenen Anlagen;

Aufgrund des Erlasses der Flämischen Regierung vom 4. Februar 2005 über den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten und zur Abänderung des Erlasses der Flämischen Regierung vom 6. Februar 1991 zur Festlegung der Flämischen Regelung betreffend die Umweltgenehmigung und zur Abänderung des Erlasses der Flämischen Regierung vom 1. Juni 1995 zur Festlegung der allgemeinen und sektorbezogenen Bestimmungen auf dem Gebiet der Umwelthygiene;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 14. Oktober 2005 bezüglich der Führung des belgischen Treibhausgasregisters und der auf seine Benutzer anwendbaren Bedingungen;

Aufgrund der Emissionsziele, die durch den Beschluss des Konzertierungsausschusses vom 8. März 2004 über die Verteilung der Auflagen zwischen der Föderalbehörde, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt festgelegt worden sind, und insbesondere aufgrund der Bestimmung, nach der die Regionen für die Einreichung der Emissionsrechte für eine den Treibhausgasemissionen auf ihrem Gebiet während des Zeitraums 2008-2012 entsprechende Menge verantwortlich sind, und Emissionsrechte erhalten, die dem Fünffachen der Emissionen des Bezugsjahres abzüglich 7,5% für die Wallonische Region, 5,2% für die Flämische Region, und zuzüglich 3,475% für die Region Brüssel-Hauptstadt entsprechen. In demselben Beschluss verpflichtet sich die Föderalbehörde dazu, zusätzliche Emissionsrechte in Höhe von 2,46 Millionen Emissionsrechte pro Jahr für den ersten Verpflichtungszeitraum zu erwerben, und eine Reihe zusätzliche Maßnahmen zu treffen, deren Auswirkungen auf die Verringerung der Emissionen während des ersten Verpflichtungszeitraums wenigstens 4,8 Millionen Tonnen CO₂-Äquivalenten entsprechen sollte. Innerhalb der Nationalen Klimakommission wird jährlich beurteilt, ob die Durchführung der Maßnahmen der Föderalbehörden den bestehenden Schätzwerten entspricht;

Aufgrund des Programmgesetzes vom 24. Dezember 2002 betreffend die Schaffung eines Haushaltsfonds für die Finanzierung der föderalen Maßnahmen zur Verringerung der Treibhausgasemissionen und des Programmgesetzes vom 27. Dezember 2006;

In Erwägung des Inkrafttretens des Kyoto-Protokolls am 16. Februar 2005;

In der Erwägung, dass Belgien als Vertragspartei zum Kyoto-Protokoll sich dazu verpflichtet hat, gemeinsam mit der Europäischen Gemeinschaft und ihren anderen Mitgliedstaaten die Verpflichtungen einzuhalten, die sie kraft Artikel 3, § 1 eingegangen sind, und in Übereinstimmung mit den Bestimmungen von Artikel 4 besagten Protokolls, gemäß der Entscheidung Nr. 2002/358/EG des Rates vom 25. April 2002 über die Genehmigung des Protokolls von Kyoto zum Rahmenübereinkommen der Vereinten Nationen über Klimaänderungen im Namen der Europäischen Gemeinschaft sowie die gemeinsame Erfüllung der daraus erwachsenden Verpflichtungen;

In der Erwägung, dass Belgien kraft Artikel 2 und der Anlage II der vorgenannten Entscheidung 2002/358/EG seine Treibhausgasemissionen um 7,5% im Verhältnis zum Stand seiner Emissionen im Jahre 1990 verringern muss;

In Erwägung der Richtlinie 2003/87/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Oktober 2003 über ein System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten in der Gemeinschaft, in ihrer durch die Richtlinie 2004/101/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. Oktober 2004 im Sinne der projektbezogenen Mechanismen des Kyoto-Protokolls abgeänderten Fassung;

In Erwägung der Verordnung EG Nr. 2216/2004 der Europäischen Kommission vom 21. Dezember 2004 über ein standardisiertes und sicheres Registrierungssystem gemäß der Richtlinie 2003/87/EG des Europäischen Parlaments und des Rates sowie der Entscheidung 280/2004/EG des Europäischen Parlaments und des Rates;

Aufgrund der Entscheidung Nr. 280/2004/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Februar 2004 über ein System zur Überwachung der Treibhausgasemissionen in der Gemeinschaft und zur Umsetzung des Kyoto-Protokolls;

In der Erwägung, dass die Föderalbehörde und die Regionen gemeinsam politische Entscheidungen und Maßnahmen im häuslichen Bereich zur Verringerung der Treibhausgasemissionen treffen müssen, um die Verpflichtung der Verringerung dieser Emissionen kraft des Kyoto-Protokolls erfüllen und ein hohes Niveau des Umweltschutzes erreichen zu können;

In der Erwägung, dass durch das Kyoto-Protokoll kein Recht noch Anspruch auf die Erzeugung von Treibhausgasemissionen geschaffen noch Belgien als Vertragspartei bzw. den Regionen gewährt wird;

In der Erwägung, dass die Beanspruchung der in Artikel 6, 12 und 17 des Kyoto-Protokolls erwähnten und durch oder kraft der Entscheidungen der Konferenz der Vertragsparteien weiter entwickelten Flexibilitätsmechanismen zur Verwirklichung des Ziels der Verringerung der Treibhausgasemissionen beitragen kann, zu dem Belgien sich als Vertragspartei verpflichtet hat;

In der Erwägung, dass Belgien sich als Vertragspartei zum Kyoto-Protokoll verpflichtet hat, die Flexibilitätsmechanismen nur als Ergänzung zu den Maßnahmen und politischen Entscheidungen im häuslichen Bereich zu benutzen, um das Ziel der Verringerung der Treibhausgasemissionen zu erreichen;

In der Erwägung, dass die Maßnahmen und politischen Entscheidungen im häuslichen Bereich, einschließlich der Emissionsverringerungen in Anwendung der Richtlinie 2003/87/EG über ein System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten in der Gemeinschaft, ein bedeutendes Element der Bemühungen zur Verringerung der Treibhausgasemissionen darstellen, die kraft des Kyoto-Protokolls anzustellen sind;

In der Erwägung, dass die Föderalbehörde und die Regionen unter Einhaltung ihrer gegenseitigen Befugnisse die Richtlinie 2003/87/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Oktober 2003 über ein System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten in der Gemeinschaft, in ihrer durch die Richtlinie 2004/101/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. Oktober 2004 im Sinne der projektbezogenen Mechanismen des Kyoto-Protokolls abgeänderten Fassung, umsetzen müssen;

In der Erwägung, dass die Richtlinie 2004/101/EG zur Abänderung der vorgenannten Richtlinie 2003/87/EG den Betreibern ermöglicht, kraft der Artikel 6 und 12 des Kyoto-Protokolls entstandene Emissionskredite zu benutzen, um ihre Verpflichtung der Rückerstattung einer Anzahl Zertifikate, die ihre realen, nachgewiesenen Emissionen deckt, zu erfüllen;

In der Erwägung, dass die Richtlinie 2004/101/EG ebenfalls Bestimmungen betreffend die Durchführung der Flexibilitätsmechanismen im Sinne von Art. 6 und 12 des Kyoto-Protokolls außerhalb dieser Möglichkeit der Benutzung von Emissionskrediten im Rahmen des Europäischen Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten enthält;

In der Erwägung, dass sowohl die Föderalbehörde als auch die Regionen wegen der aktuellen Verteilung der Befugnisse die notwendigen Maßnahmen treffen müssen, um den Anforderungen des Kyoto-Protokolls zu genügen, damit sie an den Flexibilitätsmechanismen im Sinne von Artikeln 6, 12 und 17 besagten Protokolls teilnehmen und sie umsetzen können, in Übereinstimmung mit seinen Bestimmungen und den auf seiner Grundlage angenommenen relevanten Entscheidungen;

In der Erwägung, dass Artikel 19 des Kooperationsabkommens vom 14. November 2002 über die Erstellung, die Ausführung und die Überwachung eines nationalen Klimaplanes die Verpflichtung der Föderalbehörde und Regionen betont, so schnell wie möglich die zur Umsetzung der Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls notwendigen Maßnahmen zu verabschieden;

In der Erwägung, dass diese Maßnahmen es den Personen ebenfalls möglich machen sollen, an Projektaktivitäten teilzunehmen, die kraft der Artikel 6 und 12 zugelassen werden können, um Emissionskredite unter Beachtung der zu diesem Zweck im Protokoll und in seinen relevanten Ausführungsbestimmungen vorgesehenen Bestimmungen zu veranlassen;

In Erwägung der Notwendigkeit, einerseits eine koordinierte und effiziente Durchführung der Bestimmungen des Kyoto-Protokolls betreffend die Flexibilitätsmechanismen und der für deren Umsetzung relevanten Entscheidungen zu gewährleisten, und andererseits die Rechtssubjekte nicht mit einer Regelung zu konfrontieren, die nicht genügend harmonisiert wäre oder Überschneidungen mit anderen rechtlichen Bestimmungen aufweisen würde;

In der Erwägung, dass die Nationale Klimakommission in ihrer Entscheidung vom 12. Dezember 2005 das Jahr 1995 als Bezugsjahr für Schwefelhexafluoride, perfluorierte Kohlenwasserstoffe und Fluorkohlenwasserstoffe nach Artikel 3.8 des Kyoto-Protokolls bestimmt hat;

Die Föderalbehörde, vertreten durch die Föderalregierung in der Person des Premierministers, des Ministers für Wirtschaft, Energie und Außenhandel und des Ministers für Umwelt;

Die Flämische Region, vertreten durch die Flämische Regierung in der Person ihres Minister-Präsidenten, der flämischen Ministerin für Wirtschaft, Unternehmen, Wissenschaft, Innovation und Außenhandel, und des flämischen Ministers für öffentliche Arbeiten, Energie Umwelt und Natur;

Die Wallonische Region, vertreten durch die Wallonische Regierung in der Person ihres Minister-Präsidenten, des wallonischen Ministers für Wirtschaft und Beschäftigung und des wallonischen Ministers für Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Umwelt und Tourismus;

Die Region Brüssel-Hauptstadt, vertreten durch die Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt in der Person ihres Minister-Präsidenten, der Brüsseler Ministerin für Umwelt, Energie und Wasserpolitik und des Brüsseler Ministers für Beschäftigung, Wirtschaft und wissenschaftliche Forschung;

Haben Folgendes vereinbart:

KAPITEL I — Definitionen, Ziele und Grundsätze

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Kooperationsabkommens gelten folgende Definitionen:

1° Projektaktivität: eine "joint implementation" (JI)-Projektaktivität oder eine "clean development mechanism" (CDM)-Projektaktivität;

2° "clean development mechanism" (CDM)-Projektaktivität: eine von einer oder mehreren Vertragsparteien der Anlage I genehmigte Projektaktivität, in Übereinstimmung mit Artikel 12 des Kyoto-Protokolls und mit den kraft der UNFCCC oder des Kyoto-Protokolls verabschiedeten Beschlüssen;

3° "joint implementation" (JI)-Projektaktivität: eine von einer oder mehreren Vertragsparteien der Anlage I genehmigte Projektaktivität, in Übereinstimmung mit Artikel 6 des Kyoto-Protokolls und mit den kraft der UNFCCC oder des Kyoto-Protokolls verabschiedeten Beschlüssen;

4° Konferenz der Vertragsparteien: die in New York am 9. Mai 1992 angenommene Konferenz der Vertragsparteien bei der UNFCCC, die nun die Tagung der Vertragsparteien geworden ist, im ausschließlichen Rahmen des Kyoto-Protokolls und ab dem Datum seines Inkrafttretens, n.l. am 16. Februar 2005;

5° Vertragspartei der Anlage I: jede in der Anlage I der UNFCCC erwähnte Vertragspartei, die das Kyoto-Protokoll ratifiziert hat, wie in Artikel 1 Nr. 7 dieses Protokolls angeführt;

6° Belgien als Vertragspartei: die Flämische Region, die Wallonische Region, die Region Brüssel-Hauptstadt und die Föderalbehörde, die im Rahmen ihrer jeweiligen Befugnisse zwecks der Umsetzung des Kyoto-Protokolls gemeinsam handeln;

7° Bezugsjahr: das Jahr 1990 für Kohlendioxid, Methan und Distickstoffoxid und das Jahr 1995 für Schwefelhexafluorid, perfluorierte Kohlenwasserstoffe und Fluorkohlenwasserstoffe;

8° Referenzszenarium: für jede Projektaktivität, der Wert, der darauf abzielt, die anthropogenen Emissionen aus Quellen oder den anthropogenen Abbau durch Treibhausgasenken, die ohne das vorgeschlagene Projekt entstehen würden, in geeigneter Weise darzustellen;

9° erster Verpflichtungszeitraum: der in Artikel 11 § 2 der Richtlinie 2003/87/EG erwähnte Zeitraum vom 1. Januar 2008 bis zum 31. Dezember 2012;

10° Richtlinie 2003/87/EG: die Richtlinie des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Oktober 2003 über ein System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten in der Gemeinschaft, in ihrer durch die Richtlinie 2004/101/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. Oktober 2004 im Sinne der projektbezogenen Mechanismen des Kyoto-Protokolls abgeänderten Fassung;

11° zuständige Behörden: die von der Flämischen Region, der Wallonischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt bzw. der Föderalbehörde in Übereinstimmung mit Artikel 18 der Richtlinie 2003/87/EG jeweils bestimmten Stellen;

12° Zertifikat: das Zertifikat, das zur Emission von einer Tonne Kohlendioxidäquivalent in einem bestimmten Zeitraum berechtigt; es gilt nur für die Erfüllung der Anforderungen der Richtlinie 2003/87/EG und kann nach Maßgabe dieser Richtlinie übertragen werden;

13° Genehmigung zur Emission von Treibhausgasen: die Genehmigung, die gemäß den Artikeln 5 und 6 der Richtlinie 2003/87/EG erteilt wird;

14° Betreiber: der Inhaber einer kraft der Richtlinie 2003/87/EG erteilten Genehmigung zur Emission von Treibhausgasen;

15° Nationale Klimakommission: die kraft Artikel 3 des Kooperationsabkommens vom 14. November 2002 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Erstellung, die Ausführung und die Überwachung eines nationalen Klimaplanes sowie über die Abfassung von Berichten im Rahmen des Rahmenabkommens der Vereinten Nationen über Klimaänderungen und des Protokolls von Kyoto, gebildete Kommission;

16° ständiges Sekretariat: das ständige Sekretariat der Nationalen Klimakommission;

17° Register: das von Belgien eingerichtete, geführte und aktualisierte Register, in Übereinstimmung mit Artikel 6 der Entscheidung 280/2004/EG zur Einführung eines gemäß Artikel 19 der Richtlinie 2003/87/EG erstellten Registers;

18° Registerführer: die Person(en), die das Register in Übereinstimmung mit den Anforderungen der Richtlinie 2003/87/EG, der Entscheidung Nr. 280/2004/EG und der Verordnung (EG) Nr. 2216/2004 führen und auf dem neuesten Stand halten;

19° Registersoftware: die elektronische Plattform, die als gesicherte Datei für das Register benutzt wird;

20° Konto der Vertragspartei: jedes in dem Register gemäß Artikel 12 der Verordnung (EG) Nr. 2216/2004 eingerichtete Konto;

21° Betreiberkonto: jedes in dem Register gemäß Artikel 15 der Verordnung (EG) Nr. 2216/2004 eingerichtete Konto;

22° Personenkonto: jedes in dem Register gemäß Artikel 19 der Verordnung (EG) Nr. 2216/2004 eingerichtete Konto;

23° ernannte nationale Behörde: die in Nr. 29 der Anlage zur Entscheidung 3/CMP.1 über die Modalitäten und Verfahren zur Anwendung eines Mechanismus für eine saubere Entwicklung (clean development mechanism), im Sinne von Artikel 12 des Protokolls von Kyoto, bezeichnete Stelle;

24° Anlaufstelle: die in Nr. 20 a) der Anlage zur Entscheidung 9/CMP.1 über die Grundlinien zur Anwendung von Artikel 6 des Protokolls von Kyoto bezeichnete Stelle;

25° Gastland: die Vertragspartei oder jede der Vertragsparteien, auf deren Gebiet sich die Projektaktivität physisch befindet, insofern sie den Bedingungen genügt, die in den Entscheidungen der als Tagung der Vertragsparteien des Kyoto-Protokolls geltenden Konferenz der Vertragsparteien festgelegt worden sind;

26° unabhängige beglaubigte Stelle: eine in Übereinstimmung mit den kraft Artikel 6 des Kyoto-Protokolls verabschiedeten Leitlinien beglaubigte Stelle, die damit beauftragt ist, zu bestimmen, ob die Verringerung der anthropogenen Emissionen der Treibhausgase aus Quellen oder die Verstärkung des Abbaus solcher Gase durch Senken, die sich aus einer "joint implementation" (JI)-Projektaktivität ergeben, den relevanten Bedingungen entsprechen, die in diesem Artikel und diesen Leitlinien angeführt sind;

27° Genehmigung: die schriftliche Zulassung administrativer und technischer Art, die zugunsten der Beteiligung einer oder mehrerer Personen an einer spezifischen Projektaktivität gegeben wird, in Übereinstimmung mit den Regeln, die je nach Fall vom CDM-Exekutivrat kraft Artikel 12 des Kyoto-Protokolls oder vom Überwachungsausschuss kraft Artikel 6 des Kyoto-Protokolls verabschiedet worden sind;

28° Person: jede privatrechtliche oder öffentlich-rechtliche natürliche oder juristische Person;

29° Reserve für den Verpflichtungszeitraum: Die Reserve muss 90% der Belgien zugewiesenen Menge oder 100% des Fünffachen des zuletzt geprüften Bestands Belgiens, je nachdem, welcher Wert niedriger ist, entsprechen;

30° zugewiesene Menge: die Menge an Treibhausgasemissionen (in Tonnen Kohlendioxidäquivalent), die auf der Grundlage der nach Artikel 7 der Entscheidung 280/2004/EG ermittelten Emissionsmengen berechnet wurde;

31° für die Erfüllung der Verpflichtungen gewährte zusätzliche Frist: die Frist im Sinne der Nr. 3 der Entscheidung 13/CMP.1 über die Bestimmungen für die Verbuchung der in Anwendung von Artikel 7 § 4 des Kyoto-Protokolls bestimmten zugewiesenen Mengen;

32° Emissionsziele: für den ersten Verpflichtungszeitraum sind die regionalen Emissionsziele für die Treibhausgase in der Entscheidung des Konzertierungsausschusses vom 8. März 2004 festgelegt worden.

33° geprüfte Treibhausgasemissionen im Laufe des ersten Verpflichtungszeitraums: Treibhausgasemissionen im Laufe des ersten Verpflichtungszeitraums, so wie sie in Übereinstimmung mit den Artikeln 7 und 8 des Kyoto-Protokolls und unter Berücksichtigung jeglicher kraft Artikel 5 § 2 dieses Protokolls getätigten Berichtigung notifiziert und geprüft worden sind;

34° Verwendung von Zertifikaten oder Kyoto-Einheiten: die Zuteilung von Zertifikaten oder Kyoto-Einheiten für die Ausbuchung und Rückgabe für Treibhausgasemissionen in Übereinstimmung mit der Richtlinie 2003/87/EG und der Verordnung (EG) Nr. 2216/2004 und dem Kyoto-Protokoll;

35° Kyoto-Einheit: eine AAU (zugewiesene Menge), RMU (Gutschrift aus Senken), ERU (Emissionsreduktionseinheit) oder CER (zertifizierte Emissionsreduktion);

36° zugewiesene Menge (AAU): eine gemäß Artikel 7 § 3 der Entscheidung 280/2004/EG zugewiesene Menge;

37° Gutschrift auf Senken (RMU): eine Einheit, die gemäß Artikel 3 des Kyoto-Protokolls vergeben wird;

38° Emissionsreduktionseinheit (ERU): eine Einheit, die kraft Artikel 6 des Kyoto-Protokolls und der kraft der UNFCCC oder des Kyoto-Protokolls verabschiedeten Entscheidungen vergeben wird;

39° zertifizierte Emissionsreduktion (CER): eine Einheit, die kraft Artikel 12 des Kyoto-Protokolls und der kraft der UNFCCC oder des Kyoto-Protokolls verabschiedeten Entscheidungen vergeben wird;

40° befristete CER" (tCER): eine CER, die für eine Tätigkeit im Rahmen eines Aufforstungs- oder Wiederaufforstungsprojektes des CDM vergeben wird und die vorbehaltlich der Beschlüsse im Rahmen des UNFCCC oder des Kyoto-Protokolls mit dem Ende des Verpflichtungszeitraums ausläuft, der auf denjenigen folgt, während dessen sie vergeben wurde;

41° langfristige CER (ICER): eine CER, die für eine Tätigkeit im Rahmen eines Aufforstungs- oder Wiederaufforstungsprojektes des CDM vergeben wird und die vorbehaltlich der Beschlüsse im Rahmen des UNFCCC oder des Kyoto-Protokolls mit dem Ende des Gutschriftszeitraums für die Tätigkeit ausläuft, für die sie vergeben wurde;

42° Ausschuss für die Überwachung der Einhaltung der Bestimmungen: der Ausschuss, der Kraft der Nr. II.1 der Anlage zu der Entscheidung 27/CMP.1 betreffend die Verfahren und Mechanismen bezüglich der Einhaltung der Bestimmungen des Kyoto-Protokolls gebildet worden ist;

43° Landnutzung, Landnutzungsänderungen und Forstwirtschaft: die Aktivitäten der Aufforstung, Entwaldung, Wiederaufforstung, Forstwirtschaft, Weidewirtschaft, Ackerwirtschaft und Begrünung von Ödland im Sinne vorliegenden Artikels;

44° Aufforstung: direkte anthropogene Umwandlung seit mindestens 50 Jahren nicht bewaldeter Flächen zu Wald durch Bepflanzung, Einsäen oder anthropogene Förderung natürlicher Saaten;

45° Wiederaufforstung: direkte anthropogene Umwandlung unbewaldeter Flächen, die bewaldet waren, aber in unbewaldete Flächen umgewaldet wurden, zu Wald durch Bepflanzung, Einsäen oder anthropogene Förderung natürlicher Saaten. In dem ersten Verpflichtungszeitraum können Aufforstungsmaßnahmen nur für Flächen angerechnet werden, die am 31. Dezember 1989 unbewaldet waren.

Art. 2 - Unbeschadet der Bestimmungen des Kooperationsabkommens vom 14. November 2002 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Erstellung, die Ausführung und die Überwachung eines nationalen Klimaplanes sowie über die Abfassung von Berichten im Rahmen des Rahmenabkommens der Vereinten Nationen über Klimaänderungen und des Protokolls von Kyoto, und im Rahmen der jeweiligen Befugnisse der Föderalbehörde und der Regionen betrifft das vorliegende Kooperationsabkommen die Umsetzung bestimmter Bestimmungen des Kyoto-Protokolls durch Belgien als Vertragspartei, um folgende Ziele zu erreichen:

1° die tatsächliche und dauerhafte Beteiligung Belgiens als Vertragspartei an den in Art. 6, 12 und 17 des Kyoto-Protokolls erwähnten Flexibilitätsmechanismen garantieren, um Kyoto-Einheiten erwerben und benutzen zu können, dies zusätzlich zu den Bemühungen im häuslichen Bereich, um die Verpflichtung der Verringerung der Treibhausgasemissionen zu erreichen, in Übereinstimmung mit den Bestimmungen von Art. 3, § 1 des Kyoto-Protokolls;

2° die Kriterien und das Verfahren zur Genehmigung der Projektaktivitäten, die in den Zuständigkeitsbereich der Nationalen Klimakommission fallen, sowie die Bedingungen, in denen den Personen erlaubt wird, sich daran zu beteiligen, bestimmen, unter Einhaltung der relevanten Ausrichtungen, Modalitäten und Verfahren, die kraft der UNFCCC, des Kyoto-Protokolls und der Bestimmungen der Richtlinie 2003/87/EG verabschiedet worden sind;

3° die Anlaufstelle und ernannte nationale Behörde für Belgien bestimmen;

4° den Besitz von Kyoto-Einheiten auf den Personenkonten und Betreiberkonten im Register regeln;

5° die Tragweite der vom Registerführer ausgeübten Kontrolle der Verwendung der Kyoto-Einheiten durch die Betreiber und Behörden vereinbaren.

Art. 3 - § 1 - Die Föderalbehörde und die Regionen verpflichten sich im Rahmen der Ausübung ihrer jeweiligen Befugnisse dazu, alle erforderlichen Maßnahmen zu treffen, um den Kriterien zu genügen, damit Belgien als Vertragspartei Kyoto-Einheiten verwenden kann, in Anwendung der Bestimmungen von Art. 8 der Entscheidung Nr. 280/2004/EG und von Art. 50 der Verordnung (EG) Nr. 2216/2004. In Übereinstimmung mit dem Kooperationsabkommen vom 14. November 2002 prüft die Nationale Klimakommission, ob diese Kriterien tatsächlich eingehalten werden.

§ 2 - Die Föderalbehörde und die Regionen verpflichten sich, zusammen zur Stärkung der Kapazitäten der Länder, in denen Projektaktivitäten beheimatet sind, insbesondere der Entwicklungsländer, beizutragen, um diese bei der Einführung der Verfahren zur Bewertung und Genehmigung der Projektaktivitäten zu unterstützen, damit sie tatsächlich zu ihren Zielen der nachhaltigen Entwicklung beitragen.

Die Föderalbehörde und die Regionen informieren die Nationale Klimakommission über ihre Initiativen.

Die Nationale Klimakommission schlägt jedes Jahr der Föderalbehörde und den Regionen Aktionen und prioritäre Länder vor, indem sie für eine zureichende geographische Verteilung der Projektaktivitäten sorgt, und die relevanten Initiativen der internationalen und europäischen Institutionen berücksichtigt.

§ 3 - Die Verwendung der Flexibilitätsmechanismen durch Belgien muss mit den ergänzenden Verpflichtungen, die sich aus dem Kyoto-Protokoll und der UNFCCC ergeben, sowie mit ihren Ausführungsbeschlüssen, in Einklang stehen.

KAPITEL II — Genehmigung der Projektaktivitäten

Abschnitt 1 — Bestimmung der Nationalen Klimakommission als Anlaufstelle und ernannte nationale Behörde

Art. 4 - § 1 - Die Nationale Klimakommission wird bestimmt, um die Aufgaben durchzuführen, die der Anlaufstelle und der ernannten nationalen Behörde kraft der relevanten Ausführungsentscheidungen der Artikel 6 bzw. 12 des Kyoto-Protokolls zugeteilt sind.

§ 2 - In dieser Eigenschaft stimmt die Nationale Klimakommission den Projektaktivitäten zu, die in ihren Zuständigkeitsbereich fallen, und bestätigt auf der Grundlage der Unterschrift eines Genehmigungsschreibens die föderalen oder regionalen Genehmigungsentscheidungen, in Übereinstimmung mit den nachstehenden Abschnitten 2 und 3. Die Nationale Klimakommission ist durch die Entscheidung der Region oder der Föderalbehörde gebunden.

§ 3 - Die Genehmigungsentscheidung gilt auch als Genehmigung für die Personen bezüglich der Teilnahme an Projektaktivitäten, in Übereinstimmung mit den Bestimmungen der Artikel 6 oder 12 des Kyoto-Protokolls und den relevanten Entscheidungen, die zwecks deren Umsetzung getroffen wurden; sie bestätigt ebenfalls die freiwillige Beteiligung Belgiens als Vertragspartei an der Durchführung der betreffenden Projektaktivität.

§ 4 - Die Nationale Klimakommission stellt dem Registerführer ausdrücklich die Informationen über die Projektaktivitäten zu, für die ein Genehmigungsschreiben ausgestellt wird, unbeschadet der in Sachen Vertraulichkeit

und Geheimhaltung des Geschäftsgeheimnisses anwendbaren Gesetzes- und Ordnungsbestimmungen, und stellt diese Informationen auch der Öffentlichkeit zur Verfügung.

§ 5 - Im Rahmen ihres jährlichen Tätigkeitsberichts erstellt die Nationale Klimakommission einen besonderen Bericht über ihre Aktivitäten als Anlaufstelle und ernannte nationale Behörde.

*Abschnitt 2 — Genehmigung der Projektaktivitäten,
die in den Zuständigkeitsbereich einer Region oder der Föderalbehörde fallen*

Art. 5 - § 1 - Eine Region genehmigt die folgenden Projektaktivitäten:

1° jede Projektaktivität, die ganz oder teilweise von dieser Region oder von einer auf ihrem Gebiet befindlichen Provinz oder Gemeinde finanziert wird;

2° jede Projektaktivität, durch die diese Region Kyoto-Einheiten zu erwerben gedenkt;

3° jede "joint implementation" (JI)- oder "clean development mechanism" (CDM)-Projektaktivität, deren Genehmigungsantrag von einer natürlichen Person, die ihren Wohnsitz in dieser Region hat, oder von einer juristischen Person, die eine Niederlassungseinheit in dieser Region hat, eingereicht wird;

4° jede auf dem Gebiet dieser Region durchgeführte Projektaktivität.

§ 2 - Die Föderalbehörde genehmigt jede Projektaktivität, durch die sie Kyoto-Einheiten erwerben wird.

§ 3 - Wenn eine Projektaktivität aufgrund der Kriterien der oben stehenden Paragraphen 1 und 2 in den Zuständigkeitsbereich mehrerer Regionen zugleich oder einer bzw. mehrerer Regionen und der Föderalbehörde fällt, wird sie von der zuständigen Behörde behandelt, bei der der Genehmigungsantrag eingereicht worden ist, nachdem eine Konsultierung zwischen den betroffenen zuständigen Behörden stattgefunden hat. Wenn die Projektaktivität auf dem Gebiet einer Region stattfinden muss, wird der Genehmigungsantrag immer bei dieser Region eingereicht und von ihr behandelt.

§ 4 - Die zuständige Behörde, bei der ein Genehmigungsantrag eingereicht wird, stellt diesen unverzüglich dem ständigen Sekretariat zu, wobei sie die Bezeichnung der Projektaktivität und den Namen des Antragsstellers angibt. Das ständige Sekretariat informiert die anderen zuständigen Behörden darüber.

§ 5. Das ständige Sekretariat verzeichnet und trägt jeden Genehmigungsantrag in eine Liste ein, die ebenfalls die zuständige Behörde angibt, die kraft der Bestimmungen vorliegenden Abschnitts mit der Behandlung beauftragt ist.

Art. 6 - § 1 - Der Genehmigungsantrag betreffend eine Projektaktivität, die unter den Zuständigkeitsbereich einer Region fällt, wird in Übereinstimmung mit den Regeln der betreffenden Region eingereicht und untersucht. Der Genehmigungsantrag betreffend eine Projektaktivität, die unter den Zuständigkeitsbereich der Föderalbehörde fällt, wird bei der zuständigen Behörde der Föderalbehörde eingereicht und von dieser untersucht.

§ 2 - Für die Einschätzung einer "joint implementation" (JI)-Projektaktivität, die nicht der Kontrolle durch den kraft Artikel 6 des Kyoto-Protokolls geschaffenen Überwachungsausschuss unterliegt, und dies soweit die zuständige Regional- oder Föderalbehörde keine ERU zu erwerben gedenkt, geht die zuständige Behörde sicher, dass diese Projektaktivität eine Verringerung der Treibhausgasemissionen ermöglicht, die sich mit denjenigen Verringerungen addiert, die auf andere Weise erreicht werden könnten.

§ 3 - Die Föderalbehörde oder die Region notifiziert dem ständigen Sekretariat ihre Entscheidung im Sinne einer Genehmigung der Projektaktivität gleichzeitig mit der Rechtfertigung ihrer Zuständigkeit. Der ständige Ausschuss bestätigt den Empfang dieser Notifizierung.

§ 4 - Im Falle einer regionalen oder föderalen Genehmigungsentscheidung wird das Genehmigungsschreiben im Namen der Nationalen Klimakommission vom Vorsitzenden dieser Kommission unterzeichnet, dies nach Abschluss ihrer ersten Tagung nach dieser Genehmigungsentscheidung. Das Muster für dieses Schreiben wird von der Nationalen Klimakommission erstellt. Der ständige Ausschuss übermittelt dieses Schreiben per Einschreiben mit Empfangsbestätigung an die zuständige Behörde, die es anschließend dem Antragsteller übermittelt.

§ 5 - Die Genehmigungsverweigerung wird dem Antragsteller von der zuständigen Behörde direkt zugestellt, nach von ihr festgelegten Modalitäten.

§ 6 - Trotz der Tatsache, dass das Genehmigungsschreiben für eine Projektaktivität vom Vorsitzenden der Nationalen Klimakommission unterschrieben wird, haftet die Föderal- oder Regionalbehörde, die sie genehmigt hat, völlig für diese Aktivität; diese Behörde trägt auch die Kosten für alle damit zusammenhängenden Risiken.

§ 7 - Wenn eine Region oder die Föderalbehörde in Anwendung der Entscheidung 3/CMP.1 über die Modalitäten und Verfahren zur Anwendung eines Mechanismus für eine saubere Entwicklung (clean development mechanism), im Sinne von Artikel 12 des Protokolls von Kyoto, oder der Entscheidung 9/CMP.1 über die Grundlinien zur Anwendung von Artikel 6 des Protokolls von Kyoto die Revision einer genehmigten Projektaktivität, die in ihren Zuständigkeitsbereich fällt, beantragt, notifiziert sie dies schriftlich dem Vorsitzenden der Nationalen Klimakommission, der anschließend diesen Revisionsantrag gegenzeichnet.

*Abschnitt 3 — Genehmigung der in den Zuständigkeitsbereich
der nationalen Klimakommission fallenden Projektaktivitäten*

Art. 7 - Jede Projektaktivität, für die weder eine Region noch die Föderalbehörde gemäß Artikel 5 zuständig ist, fällt in den Zuständigkeitsbereich der nationalen Klimakommission.

Art. 8 - Die nationale Klimakommission wird keine in Artikel 7 erwähnte Projektaktivität genehmigen, die nicht mindestens den folgenden Kriterien, die durch die Konferenz der Vertragsparteien zum Rahmenübereinkommen der Vereinten Nationen über Klimaänderungen, die als Tagung der Vertragsparteien handelt, festgesetzt werden, und der Richtlinie 2004/101/EG zur Änderung der Richtlinie 2003/87/EG entspricht:

1° die Projektaktivität muss tatsächlich zur Verwirklichung der Zielsetzungen des in Aussicht genommenen Gastlandes in Sachen nachhaltige Entwicklung beitragen;

2° die Finanzierung der in Aussicht genommenen Projektaktivität bewirkt zugunsten dieser keine Umleitung der öffentlichen Entwicklungsbeihilfen im Rahmen der bei der Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung besprochenen Regeln und unter Beachtung der Beschlüsse des Exekutivrates im Sinne von Artikel 12 des Kyoto-Protokolls und des Aufsichtsausschusses im Sinne von Artikel 6 dieses Protokolls;

3° die Beteiligung von Personen an einer Projektaktivität muss mit den Orientierungen, Modalitäten und einschlägigen Verfahren, die aufgrund der UNFCCC und des Kyoto-Protokolls angenommen worden sind, vereinbar sein;

4° die in Aussicht genommene Projektaktivität beeinträchtigt nicht die Fähigkeit Belgiens, den Verpflichtungen nachzukommen, die es aufgrund anderer internationalen Abkommen eingegangen ist, u.a. im Hinblick auf die Erhaltung der biologischen Vielfalt, die Bekämpfung der Desertifikation und den Abbau der Ozonschicht;

5° die berücksichtigte Projektaktivität schadet nicht auf eine bedeutsame Weise, direkt oder indirekt, der Umwelt oder der Gesundheit der Bevölkerung eines Staates, der nicht der Staat ist, in dem ihre Durchführung berücksichtigt wird;

6° die berücksichtigte Projektaktivität schadet nicht den Interessen Belgiens im Rahmen seiner diplomatischen und militärischen Aktivitäten;

7° für jede JI-Projektaktivität müssen das Referenzszenarium und der Überwachungsplan gemäß den Leitlinien der auf der Grundlage der UNFCCC oder des Kyoto-Protokolls gefassten Beschlüsse erstellt und von einer unabhängigen beglaubigten Stelle überprüft werden. Wenn die Aktivität auf dem Gebiet der Europäischen Union oder in einem Land, das einen Beitrittsvertrag mit der Europäischen Union unterzeichnet hat, geplant ist, muss das Referenzszenarium völlig mit dem Besitzstand der Gemeinschaft, einschließlich der in diesem Beitrittsvertrag vorgesehenen vorläufigen Abweichungen, vereinbar sein;

8° für eine Projektaktivität im Bereich der Stromerzeugung mittels Wasserkraft mit einer Erzeugungskapazität über 20 MW genügt die berücksichtigte Projektaktivität den einschlägigen internationalen Normen und Leitlinien, einschließlich derjenigen, die im Abschlussbericht 2000 der Weltkommission der Staudämme mit der Überschrift „Staudämme und Entwicklung: ein neuer Rahmen für die Beschlussfassung“ enthalten sind.

Art. 9 - § 1 - Jede Person, die vorhat, eine in den Zuständigkeitsbereich der nationalen Klimakommission fallende Projektaktivität zu unternehmen, muss einen Antrag auf Genehmigung bei ihr einreichen.

§ 2 - Die Modalitäten für die Einreichung dieses Genehmigungsantrags, dessen Inhalt und die beizufügenden Dokumente werden von der nationalen Klimakommission bestimmt, die sie der föderalen und den regionalen Versammlungen mitteilt und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichen lässt.

§ 3 - Die Untersuchung des Genehmigungsantrags erfolgt folgendermaßen:

1° das ständige Sekretariat der nationalen Klimakommission bestätigt den Empfang des Genehmigungsantrags und stellt dem Antragsteller die Fristen für das Verfahren zu;

2° die nationale Klimakommission prüft, ob die Akte des Genehmigungsantrags vollständig ist. Wenn sie der Meinung ist, dass sie über alle für ihre Beschlussfassung notwendigen Elemente verfügt, teilt sie dies dem Antragsteller mit und untersucht sie die Akte. Zu jeder Zeit kann sie, wenn sie es für nützlich hält, den Antragsteller um weitere Auskünfte oder um für die Untersuchung der Akte notwendige Dokumente bitten. In diesem Fall wird die in Artikel 10 § 1 erwähnte Frist um zwei Monate verlängert.

Art. 10 - § 1 - Die nationale Klimakommission befindet innerhalb einer Frist von vier Monaten nach der in Artikel 9 § 3 1° erwähnten Zustellung.

Sie entscheidet mit der Zweidrittelmehrheit der Stimmen ihrer anwesenden Mitglieder unter Berücksichtigung der in Artikel 8 erwähnten Kriterien. In Ermangelung einer Entscheidung innerhalb der oben erwähnten Frist gilt die Projektaktivität als genehmigt.

§ 2 - Das Genehmigungsschreiben wird vom Vorsitzenden der nationalen Klimakommission in deren Namen unterzeichnet. Die nationale Klimakommission bestimmt das Muster dieses Schreibens und setzt die Modalitäten, gemäß denen das ständige Sekretariat ihn dem Antragsteller schickt, fest.

§ 3 - Wenn die nationale Klimakommission sich weigert, eine Projektaktivität zu genehmigen, gibt sie in ihrem Beschluss die Gründe für diese Verweigerung an. Das ständige Sekretariat stellt diesen Beschluss dem Antragsteller per Einschreiben mit Empfangsbestätigung zu.

§ 4 - Der von der nationalen Klimakommission gefasste Beschluss stellt eine individuelle Entscheidung dar, gegen welche eine Nichtigkeitsklage beim Staatsrat innerhalb einer Frist von 60 Tagen ab dem Datum der Zustellung eingereicht werden kann.

§ 5 - Auf Anfrage des ständigen Sekretariats kann die nationale Klimakommission ihre Leistung von der Zahlung eines vernünftigen und verhältnismäßigen Beitrags zu den Kosten für den geleisteten Dienst abhängig machen, ohne dass der Beitrag die Kosten für diese Leistung übersteigt. Der Betrag dieses Beitrags und die einzuhaltenden Regeln werden von der nationalen Klimakommission festgesetzt.

KAPITEL III — *Besitz und Verwendung von Kyoto-Einheiten*

Art. 11 - Jedes Personenkonto, Betreiberkonto oder Konto der Vertragspartei im Register kann Kyoto-Einheiten enthalten.

Art. 12 - § 1 - Die am vorliegenden Abkommen beteiligten Parteien verpflichten sich, keine von Kernanlagen erzeugten ERU oder CER zu verwenden, um ihre quantifizierten Verpflichtungen in Sachen Verringerung der Treibhausgasemissionen einzuhalten.

§ 2 - Um ihren Verpflichtungen in Sachen Verringerung der Treibhausgasemissionen zu genügen, können die Regionen und die Föderalbehörde beschließen, keine aus spezifischen Projektaktivitäten stammenden Kyoto-Einheiten zu verwenden.

Jede Partei, die die Verwendung eines bestimmten Typs von Kyoto-Einheiten ausschließt, trifft alle nützlichen und notwendigen Maßnahmen zu diesem Zweck. Der Registerführer übermittelt ihr einen jährlichen Bericht, der es möglich macht, die etwaigen Nichterfüllungen dieser Bestimmung auf autonome Weise festzustellen und die zu deren Einhaltung notwendigen Maßnahmen zu treffen.

§ 3 - Eine Region oder die Föderalbehörde kann zusätzlich zu den europäischen und internationalen Regeln beschließen, zusätzliche Bedingungen für die Verwendung von Kyoto-Einheiten durch Betreiber, denen sie die Genehmigung zur Emission von Treibhausgasen gewährt hat, festzusetzen. Sie teilt es der nationalen Klimakommission und dem Registerführer mit. Der Registerführer übermittelt der betroffenen Partei einen jährlichen Bericht bezüglich der Rückgabe von Zertifikaten und Kyoto-Einheiten durch die Betreiber dieser Anlagen, der es ihr möglich macht, die etwaigen Nichterfüllungen dieser Bestimmung auf autonome Weise festzustellen und die zu deren Einhaltung notwendigen Maßnahmen zu treffen.

§ 4 - Bei der Ausübung ihrer Befugnisse im Hinblick auf die Umsetzung der Richtlinie 2003/87/EG teilen die Regionen in Zusammenarbeit mit dem Registerführer der nationalen Klimakommission, die bei der Europäischen Kommission gemäß Artikel 21 § 1 a) der vorerwähnten Richtlinie Bericht erstattet, die relevanten Informationen bezüglich der Verwendung der Kyoto-Einheiten im System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten mit.

Art. 13 - § 1 - Der Registerführer erlaubt den Betreibern, Kyoto-Einheiten zu verwenden, insofern diese Verwendung den diesbezüglichen Regeln genügt, die durch die Richtlinie 2003/87/EG, die Verordnung (EG) Nr. 2216/2004, die UNFCCC, das Kyoto-Protokoll sowie durch ihre Durchführungserlasse festgesetzt sind.

§ 2 - Die Einhaltung von § 1 wird vom Zentralverwalter bei der Europäischen Kommission gemäß den in Anlage XIII zur Verordnung und ggf. dem Versuchsplan, der vom Verwalter der internationalen Auflistung der Transaktionen bei den Vereinten Nationen gemäß den standardisierten, auf die Register im Sinne des Kyoto-Protokolls anwendbaren Normen für den Datenaustausch festgestellt. Der Registerführer sorgt dafür, dass der Lieferant der Registersoftware die in § 1 festgesetzten Regeln anwendet.

§ 3 - Auf Anfrage der nationalen Klimakommission kann der Registerführer die Verwendung von spezifischen Kyoto-Einheiten, die aus spezifischen Projektaktivitäten stammen, zusätzlich zu den europäischen und internationalen Regeln, für die Gesamtheit der Betreiberkonten und das Konto der Vertragspartei ausschließen, insofern dies Gegenstand eines Konsens der Regionen und der Föderalbehörde ist und dies in der Registersoftware technisch umgesetzt werden kann. Die technische Machbarkeit wird vom Entwickler der Software bestimmt und von der nationalen Klimakommission auf der Grundlage eines Berichts des Registerführers ausgewertet.

KAPITEL IV — *Zugeteilte Menge*

Art. 14 - § 1 - Die Belgien zugeteilte Menge wird anfangs in das im Namen Belgiens als Vertragspartei im Register eröffnete Konto der Vertragspartei eingetragen.

§ 2 - Wenn die Landnutzung, die Änderung der Landnutzung und die Forstwirtschaft im Laufe des Jahres oder des Bezugszeitraums eine Netto-Quelle von Treibhausgasemissionen darstellen, berücksichtigt Belgien bei der Berechnung der zugeteilten Menge die in der Rubrik *Umwandlung von Wäldern* (Entwaldung) angegebenen anthropogenen Emissionen gemäß der Entscheidung 13/CMP.1 über die Bestimmungen für die Verbuchung der in Anwendung von Artikel 7 § 4 des Kyoto-Protokolls bestimmten zugeteilten Mengen.

Art. 15 - § 1 - Der Anteil der Belgien zugeteilten Menge, der der Gesamtmenge von Zertifikaten, die gemäß dem nationalen Zuteilungsplan Belgiens für 2008-2012 den durch die Richtlinie 2003/87/EG betroffenen Anlagen, einschließlich der ganzen Reserve für die neuen Mitgliedstaaten, vorbehalten ist, entspricht, bleibt auf dem Konto der Vertragspartei Belgien, in Abwartung der Freistellung gemäß Artikel 45 der Verordnung (EG) Nr. 2216/2004, der Zuteilung an die Betreiber gemäß Artikel 46 derselben Verordnung oder der Versteigerung von Zertifikaten durch eine befugte Behörde gemäß Artikel 10 dieser Richtlinie.

§ 2 - Der Registerführer reserviert auf strikte und dauerhafte Weise die Gesamtmengen von Kyoto-Einheiten und Zertifikaten, die sich auf dem Konto der Vertragspartei befinden.

§ 3 - Jede Region und die Föderalbehörde eröffnen ein Personenkonto im Register, wobei sie dem Registerführer ein ordnungsgemäß ausgefülltes und unterzeichnetes Aktivierungsformular gemäß den Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 14. Oktober 2005 übergeben.

§ 4 - Eine Region kann den Registerführer schriftlich darum bitten, dass ein begrenzter Teil der Belgien zugeteilten Menge des Kontos der Vertragspartei Belgien dem Personenkonto übertragen wird, dies unter der Bedingung, dass diese Menge vor dem Ende des ersten Verpflichtungszeitraums und vor der Überprüfung auf Anfrage der betroffenen zuständigen Behörde einem spezifischen Konto der Vertragspartei, das zu diesem Zweck eingerichtet und vom Registerführer verwaltet wird, wieder übertragen wird. Dies darf den Verpflichtungen dieser Region, der anderen Regionen und denjenigen von Belgien nicht schaden. Dieser Teil ist für jede Region auf 5% von fünfmal die Treibhausgasemissionen im Laufe des Bezugsjahres in der betroffenen Region minus 7,5% begrenzt.

§ 5 - Der in § 4 erwähnte Antrag auf Übertragung muss dem Registerführer per Einschreiben mit Empfangsbestätigung zugesandt und von der Person, die befugt ist, den Kontoinhaber zu vertreten, sowie von zwei seiner zugelassenen Vertreter unterzeichnet werden.

§ 6 - Die Regionen und die Föderalbehörde können auf ihrem Personenkonto von einem Dritten erworbene Kyoto-Einheiten besitzen, dies in Abwartung ihrer Übertragung auf das Konto der Vertragspartei Belgien.

KAPITEL V — *Verteilung der Last*

Art. 16 - § 1 - Wenn die geprüften Treibhausgasemissionen einer Region im Laufe des ersten Verpflichtungszeitraums höher als fünfmal ihre regionale Zielsetzung für die Treibhausgasemissionen während des ersten Verpflichtungszeitraums sind, verpflichtet sich diese Region spätestens zwei Monate vor dem Ablauf der zusätzlichen, für die Erfüllung der Verpflichtungen gewährten Frist, auf das Konto der Vertragspartei Belgien eine Menge von Kyoto-Einheiten zu übertragen, die der Differenz zwischen ihren geprüften Treibhausgasemissionen während des ersten Verpflichtungszeitraums und fünfmal ihrer regionalen Zielsetzung für die Treibhausgasemissionen für diesen ersten Verpflichtungszeitraum entspricht. Der Registerführer überträgt die Gesamtheit der in Artikel 15 § 4 erwähnten Einheiten auf das Konto der Vertragspartei Belgien spätestens zwei Monate vor dem Ablauf der zusätzlichen, zur Erfüllung seiner Verpflichtungen gewährten Frist.

§ 2 - Wenn die geprüften Treibhausgasemissionen einer Region im Laufe des ersten Verpflichtungszeitraums kleiner als fünfmal die regionale Zielsetzung für die Treibhausgasemissionen während des ersten Verpflichtungszeitraums sind, überträgt der Registerführer eine Menge von in Artikel 15 § 4 erwähnten Kyoto-Einheiten nach Abzug der Differenz zwischen ihren geprüften Treibhausgasemissionen während des ersten Verpflichtungszeitraums und fünfmal ihrer regionalen Zielsetzung für die Treibhausgasemissionen während dieses ersten Verpflichtungszeitraums vom zu diesem Zweck eingerichteten und vom Registerführer geführten spezifischen Konto der Vertragspartei auf das Konto der Vertragspartei Belgien spätestens zwei Monate vor dem Ablauf der zusätzlichen, zur Erfüllung der Verpflichtungen gewährten Frist.

Die restlichen Kyoto-Einheiten werden gleichzeitig vom Registerführer auf das Personenkonto der Region übertragen.

Unter Berücksichtigung der von der Föderalbehörde während des ersten Verpflichtungszeitraums gekauften Kyoto-Einheiten werden die Regionen und die Föderalbehörde gemeinsam unbeschadet ihrer Autonomie im Rahmen des Konzertierungsausschusses die Möglichkeit untersuchen, die Kyoto-Einheiten während des ersten Verpflichtungszeitraums zu veräußern bzw. verkaufen, dies vorzugsweise unter den Regionen selbst, oder sie völlig oder teilweise auf den folgenden Verpflichtungszeitraum zu übertragen, ohne die Bestimmung der Verpflichtungen für den folgenden Verpflichtungszeitraum zu beeinträchtigen.

Nach der Zustellung an Belgien der endgültigen Billigung seiner nationalen Bestände von Treibhausgasemissionen durch das Sekretariat der UNFCCC werden die Föderalbehörde und die Regionen unbeschadet ihrer Autonomie im Rahmen des Konzertierungsausschusses gemeinsam über die im vorigen Absatz erwähnten Möglichkeiten spätestens zwei Monate vor dem Ablauf der zusätzlichen, zur Erfüllung seiner Verpflichtungen gewährten Frist befinden. Dieser Beschluss wird innerhalb von vierzehn Kalendertagen dem Registerführer zugestellt, dies auf schriftlichen, authentifizierten und juristisch übereinstimmenden Antrag der zugelassenen Vertreter einer Region und eines von der Regionalregierung beauftragten Ministers.

KAPITEL VI — *Reserve für den Verpflichtungszeitraum und Übertrag von Kyoto-Einheiten auf den folgenden Verpflichtungszeitraum*

Art. 17 - Spätestens am 31. Oktober 2007 genehmigt die nationale Klimakommission alle von dem Registerführer und den Parteien des vorliegenden Kooperationsabkommens zu treffenden Maßnahmen, wenn ab dem 1. Januar 2008 die für den betroffenen Zeitraum von fünf Jahren gültigen Beträge der ERU, CER, AAU und RMU, die auf den Konten der Vertragspartei, den Betreiberkonten, den Personenkonten und den Ausbuchungskonten im Register stehen, sich der Schwelle der Nichteinhaltung der Reserve für den Verpflichtungszeitraum nähern, gemäß den Umsetzungsmodalitäten von Artikel 17 des Kyoto-Protokolls.

Art. 18 - § 1 - Bis zu 2,5% der Belgien zugeteilten Menge und vorbehaltlich der durch die nationale Klimakommission festgesetzten Modalitäten trifft der Registerführer die notwendigen Maßnahmen, um es der Föderalbehörde und jeder Region möglich zu machen, CER oder ERU, die nicht aus UAB stammen, auf den folgenden Verpflichtungszeitraum zu übertragen.

Auf schriftlichen Antrag der zugelassenen Vertreter einer Region oder der Föderalbehörde trifft der Registerführer ebenfalls die notwendigen Maßnahmen, um es ihnen möglich zu machen, die AAU, für welche keine Grenze festgesetzt ist, auf den folgenden Verpflichtungszeitraum zu übertragen.

§ 2 - Die gemäß § 1 übertragenen Kyoto-Einheiten dürfen nicht für den Verpflichtungszeitraum ausgebucht oder annulliert worden sein; dieser Übertrag muss vor dem Ablauf der zusätzlichen, zur Erfüllung der Verpflichtungen gewährten Frist stattfinden.

§ 3 - Der Übertrag von Kyoto-Einheiten unter den in den vorigen §§ vorgesehenen Bedingungen wird anderen Personen möglich sein, insofern die nationale Klimakommission es erlaubt und vorbehaltlich der Einhaltung der von dieser festgesetzten Modalitäten und insofern dies technisch in der Registersoftware umgesetzt werden kann. Die technische Machbarkeit wird vom Entwickler der Software bestimmt und von der nationalen Klimakommission auf der Grundlage eines Berichts des Registerführers ausgewertet.

KAPITEL VII — *Die Verwendung von aus der Landnutzung, den Landnutzungsänderungen und der Forstwirtschaft stammenden Kyoto-Einheiten*

Art. 19 - § 1 - Um die Zielsetzung Belgiens als Vertragspartei in Sachen Verringerung zu erfüllen, die in Artikel 3 § 1 des Kyoto-Protokolls erwähnt und aufgrund der Entscheidung Nr. 2002/358/EG festgesetzt wird, verpflichten sich die Föderalbehörde und die Regionen, langfristige CER oder befristete CER nur in einer maximalen Menge zu verwenden, die 1% der Emissionen des Bezugsjahres entspricht, die für die Berechnung der Belgien zugeteilten Menge verwendet werden, multipliziert mit fünf.

§ 2 - Die Parteien des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens behalten ihre langfristigen CER und befristeten CER auf ihren jeweiligen Personenkonten, bis sie auf das Konto der Vertragspartei übertragen werden.

§ 3 - Zu diesem Zweck übermittelt der Registerführer jährlich der nationalen Klimakommission ab 2008:

a) die Mengen von langfristigen CER und befristeten CER, die auf dem Konto der Vertragspartei des Registers stehen, und

b) die ausgebuchten Mengen von langfristigen CER und befristeten CER.

Die Regional- bzw. Föderalbehörde, die langfristige CER oder befristete CER ausbucht, bleibt für deren etwaigen Ersetzung verantwortlich.

§ 4 - Die nationale Klimakommission wird die Verteilung des oben in § 1 erwähnten maximalen Prozentsatzes zwischen der Föderalbehörde und jeder Region bestimmen.

§ 5 - Jede Region und die Föderalbehörde übernehmen die Verantwortung für die Einhaltung der Grundsätze bezüglich der Verteilung des erlaubten maximalen Prozentsatzes, die vereinbart worden sind.

KAPITEL VIII — *Verfahren und Mechanismen in Bezug auf die Einhaltung der Bestimmungen des Kyoto-Protokolls*

Art. 20 - § 1 - Folgende Bestimmungen regeln die Anwendung der Verfahren und Mechanismen bezüglich der Einhaltung der Bestimmungen des Kyoto-Protokolls, wenn ein Belgien betreffendes Verfahren vor dem Ausschuss für die Überwachung der Einhaltung der Bestimmungen durchgeführt wird.

§ 2 - Die nationale Klimakommission ist als Konzertierungsstruktur benannt worden und ist damit beauftragt, praktische Bestimmungen zu definieren, in Bezug auf:

1° die Beteiligung der Föderalbehörde und der Regionen im Rahmen der Voruntersuchung der Fragen in Bezug auf die Umsetzung durch die Erleichterungskammer oder durch die Ausführungskammer des Ausschuss für die Überwachung der Einhaltung der Bestimmungen;

2° die allgemeinen Verfahren oder die für jede Kammer eigenen Verfahren;

3° die Einspruchsverfahren.

§ 3 - Wenn Belgien eine Entscheidung im Hinblick auf eine Aktion durch das Sekretariat des Ausschusses zugestellt wird, versammelt sich die nationale Klimakommission so schnell wie möglich, um die praktischen Vorkehrungen für die jeweilige Beteiligung der Föderalbehörde und der Regionen an diesem Verfahren zu bestimmen.

§ 4 - Die nationale Klimakommission bestimmt praktische Durchführungsmodalitäten für jede mit der Erleichterungskammer verbundene Maßnahme, die auf Belgien anwendbar sein kann.

§ 5 - Artikel 16 § 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen ist für die Durchführung der ausgelösten Maßnahmen, die durch die Ausführungskammer des Ausschuss gegenüber Belgien angewandt werden, anwendbar.

KAPITEL IX — *Schlussbestimmungen*

Art. 21 - Die etwaigen Streitfälle, die zwischen den Vertragsparteien über die Auslegung oder die Durchführung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens entstehen, werden innerhalb der nationalen Klimakommission oder, in Ermangelung einer Lösung, im Rahmen der erweiterten interministeriellen Konferenz für die Umwelt und ggf. des Konzertierungsausschusses geregelt. In Ermangelung einer Lösung wird der Streitfall einer Gerichtsbehörde vorgelegt, deren Mitglieder bezeichnet werden und deren Betriebskosten gemäß Artikel 24 des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. November 2002 verteilt werden.

Art. 22 - Das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen ist für eine unbestimmte Zeit abgeschlossen.

Jede Vertragspartei kann es unter Einhaltung einer Frist von sechs Monaten kündigen.

Art. 23 - Das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen wird in Kraft treten, nachdem der föderale Gesetzgeber und die regionalen Gesetzgeber ihre Zustimmung gegeben haben.

Das Gesetz, die Dekrete und die Ordonnanz zur Zustimmung zu diesem Abkommen werden zusammen im *Belgischen Staatsblatt* durch das Zentralsekretariat des in Artikel 31 des ordentlichen Gesetzes vom 9. August 1980 erwähnten Konzertierungsausschusses auf Antrag der Partei, deren Gesetzgeber als letzter seine Zustimmung gegeben hat, veröffentlicht.

Ausgefertigt in Brüssel am 31. Januar 2008 in so vielen Fassungen wie am Abkommen beteiligten Parteien.

Für die Föderalbehörde:

Der Premierminister,
G. VERHOSTADT

Der Föderalminister für Energie,
M. VERWILGHEN

Der Föderalminister für Umwelt,
B. TOBBACK

Für die Flämische Region:

Der Minister-Präsident der Flämischen Regierung,
Y. LETERME

Die flämische Ministerin für Wirtschaft, Unternehmen, Wissenschaft, Innovation und Außenhandel,
Frau F. MOERMAN

Der flämische Minister für öffentliche Arbeiten, Energie, Umwelt und Natur,
K. PEETERS

Für die Wallonische Region:

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,
J.-C. MARCOURT

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

Für die Region Brüssel-Hauptstadt:

Der Minister-Präsident der Regierung von Brüssel-Hauptstadt,
Ch. PICQUE

Die Brüsseler Ministerin für Umwelt und Energie,
Frau E. HUYTEBROECK

Der Brüsseler Minister für Wirtschaft und wissenschaftliche Forschung,
B. CEREXHE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 943

[2008/200975]

5 MAART 2008. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Overheid, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest inzake de uitvoering van sommige bepalingen van het protocol van Kyoto (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. Het samenwerkingsakkoord van 19 februari 2007 tussen de Federale Overheid, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest inzake de uitvoering van sommige bepalingen van het protocol van Kyoto, is goedgekeurd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 5 maart 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2007-2008.*

Stukken van het Waals Parlement, 693 (2007-2008), nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 5 maart 2008.

Bespreking - Stemmingen.

—
Bijlage

Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Overheid, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest inzake de uitvoering van sommige bepalingen van het Protocol van Kyoto

Gelet op artikel 39 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, II, 1° en op artikel 92bis, § 1, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 juli 1993, alsook op artikel 16, gewijzigd bij de bijzondere wet van 5 mei 1993;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 42;

Gelet op de wet van 11 mei 1995 houdende goedkeuring van het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering, en Bijlagen I en II, gedaan te New York, op 9 mei 1992;

Gelet op het decreet van het Waalse Gewest van 16 februari 1995 houdende goedkeuring van het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering, gedaan te New York, op 9 mei 1992;

Gelet op het decreet van het Vlaamse Gewest van 19 april 1995 houdende goedkeuring van het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering, en van de bijlagen I en II, ondertekend in New York, op 9 mei 1992;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest van 27 april 1995 houdende instemming met het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering (UNFCCC) en met de bijlagen I en II, gedaan te New-York, op 9 mei 1992;

Gelet op de wet van 26 september 2001 houdende instemming met het Protocol van Kyoto bij het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering, en met de bijlagen A en B, gedaan te Kyoto, op 11 december 1997;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 juli 2001 houdende instemming met het Protocol van Kyoto bij het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering, en met de bijlagen A en B, opgemaakt te Kyoto, op 11 december 1997;

Gelet op het decreet van het Vlaamse Gewest van 22 februari 2002 houdende instemming met het Protocol van Kyoto bij het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering, en met de bijlagen A en B, opgemaakt te Kyoto, op 11 december 1997;

Gelet op het decreet van het Waalse Gewest van 21 maart 2002 houdende instemming met het Protocol van Kyoto bij het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering, en met de bijlagen A en B, opgemaakt te Kyoto, op 11 december 1997 en met de bijlagen ervan;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 5 april 1995 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest inzake het internationaal milieu beleid;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 14 november 2002 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het opstellen, het uitvoeren en het opvolgen van een Nationaal Klimaatplan, alsook het rapporteren, in het kader van het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering en het Protocol van Kyoto;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 23 september 2005 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de administratieve organisatie en het administratief beheer van een gestandaardiseerd en beveiligd registersysteem van België overeenkomstig Richtlijn 2003/87/EG van het Europees Parlement en de Raad en Beschikking nr. 280/2004/EG van het Europees Parlement en de Raad;

Gelet op het decreet van het Vlaamse Gewest van 2 april 2004 tot vermindering van de uitstoot van broeikasgassen in het Vlaamse Gewest door het bevorderen van het rationeel energiegebruik, het gebruik van hernieuwbare energiebronnen en de toepassing van flexibiliteitsmechanismen uit het Protocol van Kyoto;

Gelet op het decreet van het Waalse Gewest van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 juni 2004 tot vaststelling van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten en tot oplegging van bepaalde exploitatievoorwaarden aan de betrokken inrichtingen;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 4 februari 2005 inzake de verhandelbare emissierechten voor broeikasgassen en tot wijziging van het besluit van de Vlaamse Regering van 6 februari 1991 houdende vaststelling van het Vlaams reglement betreffende de milieuvergunning en van het besluit van de Vlaamse Regering van 1 juni 1995 houdende de algemene en sectorale bepalingen inzake milieuhygiëne;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 oktober 2005 betreffende het beheer van het register voor broeikasgassen van België en de voorwaarden die van toepassing zijn op de gebruikers ervan;

Gelet op de emissiedoelstellingen vastgelegd bij beslissing van het Overlegcomité van 8 maart 2004 inzake de lastenverdeling tussen de Federale Overheid, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en meer in het bijzonder de bepaling waarbij de gewesten verantwoordelijk zijn voor het neerleggen van de emissierechten voor een hoeveelheid die gelijk is aan de broeikasgasemissies op het grondgebied tijdens de periode 2008-2012 en waarbij de gewesten emissierechten krijgen toegewezen ten belope van het vijfvoud van de emissies van het basisjaar voor het Waalse Gewest verminderd met 7,5 %, voor het Vlaamse Gewest verminderd met 5,2 % en voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vermeerderd met 3,475 %. In dezelfde beslissing verbindt de Federale Overheid er zich toe bijkomende emissierechten te verwerven ten belope van 2,46 miljoen emissierechten per jaar gedurende de eerste verbintenissenperiode en een reeks bijkomende maatregelen te nemen, waarvan de emissiereducerende impact gedurende de eerste verbintenissenperiode minimaal gelijk geacht zullen zijn aan 4,8 miljoen ton CO₂-eq. Binnen de Nationale Klimaatcommissie zal jaarlijks geëvalueerd worden of de implementatie van de maatregelen van de Federale Overheid in overeenstemming is met de inschatting ex-ante;

Gelet op de programmawet van 24 december 2002 inzake de oprichting van het begrotingsfonds ter financiering van het federale beleid ter reductie van de emissies van broeikasgassen en de programmawet van 27 december 2006.

Overwegende dat het Protocol van Kyoto op 16 februari 2005 in werking is getreden;

Overwegende dat België zich als verdragsluitende Partij bij het Protocol van Kyoto ertoe heeft verbonden om samen met de Europese Gemeenschap en de andere lidstaten de verbintenissen na te komen die ze hebben aangegaan krachtens artikel 3, § 1, en in overeenstemming met de bepalingen van artikel 4 van dit Protocol, overeenkomstig Beschikking nr. 2002/358/EG van de Raad van 25 april 2002 betreffende de goedkeuring, namens de Europese Gemeenschap, van het Protocol van Kyoto bij het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering en de gezamenlijke nakoming van de in dat kader aangegane verplichtingen;

Overwegende dat België overeenkomstig artikel 2 en bijlage II bij de voormelde Beschikking nr. 2002/358/EG, zijn broeikasgasemissies met 7,5 % moet verminderen ten opzichte van de uitstoot in 1990;

Overwegende de Richtlijn 2003/87/EG van het Europees Parlement en de Raad van 13 oktober 2003 tot vaststelling van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten binnen de Gemeenschap, zoals gewijzigd bij Richtlijn 2004/101/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 oktober 2004 met betrekking tot de projectgebonden mechanismen van het Protocol van Kyoto;

Overwegende de Verordening (EG) nr. 2216/2004 van de Europese Commissie van 21 december 2004 inzake een gestandaardiseerd en beveiligd registersysteem overeenkomstig Richtlijn 2003/87/EG van het Europees Parlement en de Raad en de voormelde Beschikking nr. 280/2004/EG;

Overwegende Beschikking nr. 280/2004/EG van het Europees Parlement en de Raad van 11 februari 2004 betreffende een bewakingsstelsel voor de uitstoot van broeikasgassen in de Gemeenschap en de uitvoering van het Protocol van Kyoto;

Overwegende dat de Federale Overheid en de gewesten samen binnenlandse beleidsinitiatieven en maatregelen moeten nemen om de uitstoot van broeikasgassen te verminderen, teneinde de verbintenis uit het Protocol van Kyoto om de uitstoot van broeikasgassen te verminderen te kunnen nakomen en het leefmilieu in hoge mate te beschermen;

Overwegende dat het Protocol van Kyoto ten aanzien van België als verdragsluitende Partij en ten aanzien van de gewesten geen enkel recht of titel schept noch verleent om broeikasgassen uit te stoten;

Overwegende dat de inzet van de flexibiliteitsmechanismen, vermeld in artikelen 6, 12 en 17 van het Protocol van Kyoto en verder uitgewerkt in de beslissingen van de Conferentie van de Partijen, of op grond van die beslissingen, kan bijdragen tot de realisatie van de emissiereductiedoelstelling van broeikasgassen waartoe België zich als verdragsluitende Partij heeft verbonden;

Overwegende dat België als verdragsluitende Partij bij het Protocol van Kyoto er zich toe heeft verbonden enkel gebruik te maken van de flexibiliteitsmechanismen als aanvulling op de binnenlandse beleidsinitiatieven en maatregelen om zijn emissiereductiedoelstelling van broeikasgassen te bereiken;

Overwegende dat de binnenlandse beleidsinitiatieven en maatregelen, met inbegrip van de emissiereducties bereikt met toepassing van Richtlijn 2003/87/EG tot vaststelling van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten binnen de Gemeenschap, een belangrijk element vormen van de inspanningen tot vermindering van de uitstoot van broeikasgassen die krachtens het Protocol van Kyoto zijn vereist;

Overwegende dat de Federale Overheid en de gewesten de voormelde Richtlijn 2003/87/EG van het Europees Parlement en de Raad van 13 oktober 2003 tot vaststelling van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten binnen de Gemeenschap, gewijzigd bij Richtlijn 2004/101/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 oktober 2004 met betrekking tot de projectgebonden mechanismen van het Protocol van Kyoto binnen hun respectieve bevoegdheden moeten uitvoeren;

Overwegende dat Richtlijn 2004/101/EG tot wijziging van voormelde Richtlijn 2003/87/EG de exploitanten de mogelijkheid biedt om gebruik te maken van emissiekredieten die gegenereerd worden op grond van de artikelen 6 en 12 van het Protocol van Kyoto om tegemoet te komen aan hun verplichting om een hoeveelheid emissierechten ter grootte van hun reële, geverifieerde uitstoot, in te leveren;

Overwegende dat Richtlijn 2004/101/EG, buiten de mogelijkheid om gebruik te maken van emissiekredieten in het kader van de Europese regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, ook bepalingen bevat over de toepassing van de flexibiliteitsmechanismen vermeld in artikelen 6 en 12 van het Protocol van Kyoto;

Overwegende dat, door de huidige verdeling van de bevoegdheden, zowel de Federale Overheid als de gewesten de nodige maatregelen moeten treffen om te voldoen aan de eisen van het Protocol van Kyoto, om zo te kunnen deelnemen aan de flexibiliteitsmechanismen, vermeld in artikelen 6, 12 en 17 van het Protocol van Kyoto, om ze te kunnen implementeren, overeenkomstig de bepalingen van het Protocol van Kyoto en de relevante uitvoeringsbesluiten ervan;

Overwegende dat artikel 19 van het samenwerkingsakkoord van 14 november 2002 betreffende het opstellen, het uitvoeren en het opvolgen van een Nationaal Klimaatplan de klemtoon legt op de verbintenis van de Federale Overheid en de gewesten om zo snel mogelijk de vereiste maatregelen te nemen voor de implementatie van de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto;

Overwegende dat die maatregelen personen tevens in staat moeten stellen om deel te nemen aan projectactiviteiten op grond van artikelen 6 en 12 van het Protocol van Kyoto en emissiekredieten te genereren met inachtneming van de bepalingen die hiertoe zijn opgenomen in het Protocol en de relevante uitvoeringsbesluiten daarvan;

Overwegende dat het noodzakelijk is om, enerzijds, de bepalingen van het Protocol van Kyoto op het gebied van de flexibiliteitsmechanismen en de relevante beslissingen ter uitvoering ervan op een gecoördineerde en efficiënte manier uit te voeren en, anderzijds, de rechtssubjecten niet te confronteren met een onvoldoende geharmoniseerde of overlappende regelgeving;

Overwegende dat de Nationale Klimaatcommissie in haar beslissing van 12 december 2005 het jaar 1995 als referentiejaar voor zwavelhexafluoride, gehalogeneerde koolwaterstoffen en onvolledig gehalogeneerde fluorkoolwaterstoffen heeft gekozen volgens artikel 3.8 van het Protocol van Kyoto,

De Federale Overheid, vertegenwoordigd door de Federale Regering, in de persoon van de Eerste Minister, de Minister van Leefmilieu en de Minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid;

Het Vlaamse Gewest, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering, in de persoon van de minister-president, de Vlaamse minister van Economie, Ondernemen, Wetenschap, Innovatie en Buitenlandse Handel en de Vlaamse minister van Openbare Werken, Energie, Leefmilieu en Natuur;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door de Waalse Regering, in de persoon van de Minister-President, de Waalse Minister van Economie en Werkgelegenheid, en de Waalse Minister van Landbouw, Plattelandsontwikkeling, Milieu en Toerisme;

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, in de persoon van de Minister-President, de Brusselse Minister belast met Leefmilieu, Energie en Waterbeleid en de Brusselse Minister van Tewerkstelling, Economie en Wetenschappelijk Onderzoek,

Kwamen het volgende overeen :

HOOFDSTUK I. — *Definities, doelstellingen en beginselen*

Artikel 1. In dit samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder :

1° projectactiviteit : een CDM-projectactiviteit of een JI-project activiteit;

2° CDM-projectactiviteit : een projectactiviteit die door één of meer partijen van bijlage I is goedgekeurd in overeenstemming met artikel 12 van het Protocol van Kyoto en de overeenkomstig het UNFCCC of het Protocol van Kyoto genomen besluiten;

3° JI-projectactiviteit : een projectactiviteit die door één of meer Partijen van bijlage I is goedgekeurd in overeenstemming met artikel 6 van het Protocol van Kyoto en de overeenkomstig het UNFCCC of het Protocol van Kyoto genomen besluiten;

4° Conferentie van de Partijen : de Conferentie van Partijen van het UNFCCC, aangenomen in New York, op 9 mei 1992, die Bijeenkomst van deze Partijen geworden is vanaf de inwerkingtreding ervan op 16 februari 2005, uitsluitend in het kader van het Protocol van Kyoto;

5° Partij van bijlage I : een in bijlage I van het UNFCCC opgenomen partij, die het Protocol van Kyoto heeft bekrachtigd, zoals gespecificeerd in artikel 1, punt 7, van het protocol;

6° België als verdragsluitende Partij : het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Federale Overheid die samen optreden met eerbiediging van ieders bevoegdheden voor de tenuitvoerlegging van het Protocol van Kyoto;

7° referentiejaar : het jaar 1990 voor kooldioxide, methaan en distikstofoxide en het jaar 1995 voor zwavelhexafluoride, gehalogeneerde koolwaterstoffen en onvolledig gehalogeneerde fluorkoolwaterstoffen;

8° referentieniveau : het niveau dat voor een projectactiviteit een redelijke voorstelling beoogt te geven van de antropogene emissies van broeikasgassen uit bronnen of de antropogene verwijderingen ervan via putten, die zich zouden voordoen zonder die projectactiviteit;

9° eerste verbintennisperiode : de periode van 1 januari 2008 tot en met 31 december 2012 zoals vermeld in artikel 11, § 2, van Richtlijn 2003/87/EG;

10° Richtlijn 2003/87/EG : de Richtlijn van het Europees Parlement en de Raad van 13 oktober 2003 tot vaststelling van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten binnen de Gemeenschap, gewijzigd bij Richtlijn 2004/101/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 oktober 2004 met betrekking tot de projectgebonden mechanismen van het Protocol van Kyoto;

11° bevoegde autoriteiten : de instanties aangewezen door respectievelijk het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest, het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest en de Federale Overheid overeenkomstig artikel 18 van Richtlijn 2003/87/EG;

12° emissierecht : overeenkomstig de bepalingen van Richtlijn 2003/87/EG overdraagbaar recht om, uitsluitend om aan de eisen van de richtlijn te voldoen, gedurende een bepaalde periode een ton kooldioxide-equivalent uit te stoten;

13° vergunning voor broeikasgasemissies : de overeenkomstig artikelen 5 en 6 van Richtlijn 2003/87/EG verleende vergunning;

14° exploitant : de houder van een vergunning voor broeikasgasemissies, vastgelegd in de Richtlijn 2003/87/EG;

15° Nationale Klimaatcommissie : de commissie opgericht volgens artikel 3 van het samenwerkingsakkoord van 14 november 2002 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het opstellen, het uitvoeren en het opvolgen van een Nationaal Klimaatplan, alsook het rapporteren, in het kader van het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering en het Protocol van Kyoto;

16° permanent secretariaat : het permanent secretariaat van de Nationale Klimaatcommissie;

17° register : het overeenkomstig artikel 6 van Beschikking 280/2004/EG door België aangelegd, beheerd en bijgehouden register, waarin een overeenkomstig artikel 19 van Richtlijn 2003/87/EG aangelegd register is opgenomen;

18° registeradministrateur : de persoon of personen die het register beheert of beheren en bijhoudt of bijhouden overeenkomstig de eisen van de Richtlijn 2003/87/EG, van Beschikking nr. 280/2004/EG en van Verordening (EG) nr. 2216/2004;

19° registersoftware : het elektronische platform dat gebruikt wordt als een beveiligd gegevensbestand voor het register;

20° partijtegoedrekening : elke rekening die gecreëerd is in het register overeenkomstig artikel 12 van Verordening (EG) nr. 2216/2004;

21° exploitanttegoedrekening : elke rekening die gecreëerd is in het register overeenkomstig artikel 15 van Verordening (EG) nr. 2216/2004;

22° persoonstegoedrekening : elke rekening die gecreëerd is in het register overeenkomstig artikel 19 van Verordening (EG) nr. 2216/2004;

23° aangewezen nationale autoriteit : de instantie, vermeld in punt 29 van de bijlage bij beslissing 3/CMP.1 over de regels en procedures voor een mechanisme voor schone ontwikkeling, als gedefinieerd in artikel 12 van het Protocol van Kyoto;

24° aanspreekpunt : de instantie vermeld in punt 20 a) van de bijlage bij de beslissing 9/CMP.1 over de richtsnoeren voor de implementatie van artikel 6 van het Protocol van Kyoto;

25° gastland : de Partij of elke Partij op wiens grondgebied de projectactiviteit fysiek plaats heeft voor zover ze beantwoordt aan de voorwaarden vastgesteld door de beslissingen van de Conferentie van de Partijen, die optreedt als bijeenkomst van de Partijen bij het Protocol van Kyoto;

26° geaccrediteerde onafhankelijke entiteit : een entiteit, geaccrediteerd overeenkomstig de richtsnoeren aangenomen op grond van artikel 6 van het Protocol van Kyoto, en belast met het bepalen of de reducties van de antropogene emissies per bron of de toenames van de antropogene verwijderingen per put, die het resultaat zijn van een JI-projectactiviteit, voldoen aan de relevante voorwaarden die in dat artikel en in de richtsnoeren vermeld staan;

27° goedkeuring : schriftelijke machtiging, van administratieve en technische aard, van de deelname van een of meerdere personen aan een specifieke projectactiviteit, overeenkomstig de regels die aangenomen zijn door, naargelang van het geval, de raad van bestuur van het mechanisme voor schone ontwikkeling, krachtens artikel 12 van het Protocol van Kyoto, of het Comité van toezicht, krachtens artikel 6 van het Protocol van Kyoto;

28° persoon : elke publiek- of privaatrechterlijke natuurlijke of rechtspersoon;

29° reserve voor de verbintenissenperiode : reserve die moet overeenkomen met 90 % van de aan België toegewezen hoeveelheid, of met 100 % van het vijfvoud van de meest recente gereviseerde inventaris van België, afhankelijk van de laagste waarde;

30° toegewezen hoeveelheid : de hoeveelheid broeikasgasemissies in ton kooldioxide-equivalent die is berekend op basis van de overeenkomstig artikel 7 van Beschikking 280/2004/EG bepaalde emissieniveaus;

31° bijkomende termijn toegestaan om aan de verplichtingen te voldoen : de termijn vermeld in punt 3 van de beslissing 13/CMP.1 over de regels voor de boekhouding van de toegewezen hoeveelheden ter uitvoering van artikel 7, § 4, van het Protocol van Kyoto;

32° emissiedoelstellingen : voor de eerste verbintenissenperiode werden de doelstellingen inzake de emissies van de broeikasgassen van de gewesten door de beslissing van het Overlegcomité van 8 maart 2004 vastgelegd.

33° geverifieerde emissies van broeikasgassen gedurende de eerste verbintenissenperiode : emissies van broeikasgassen gedurende de eerste verbintenissenperiode zoals werd meegedeeld en onderzocht overeenkomstig artikelen 7 en 8 van het Protocol van Kyoto en rekening houdend met elke aanpassing die verricht is overeenkomstig artikel 5, § 2, van het Protocol.

34° gebruik van emissierechten of Kyoto-eenheden : de aanwending van emissierechten of Kyoto-eenheden voor de afboeking of inleveringsprocessen voor de emissies van broeikasgassen overeenkomstig Richtlijn 2003/87/EG en de Verordening (EG) nr. 2216/2004 en het Protocol van Kyoto;

35° Kyoto-eenheid : een AAU (toegewezen eenheid), RMU (verwijderingseenheid), ERU (emissiereductie-eenheid) of CER (gecertificeerde emissiereductie);

36° toegewezen eenheid (AAU) : een overeenkomstig artikel 7, § 3, van Beschikking 280/2004/EG verleende eenheid;

37° verwijderingseenheid (RMU) : een overeenkomstig artikel 3 van het Protocol van Kyoto verleende eenheid;

38° emissiereductie-eenheid (ERU) : een eenheid die is verleend overeenkomstig artikel 6 van het Protocol van Kyoto en de overeenkomstig het UNFCCC of het Protocol van Kyoto genomen besluiten;

39° gecertificeerde emissiereductie (CER) : een eenheid die is verleend overeenkomstig artikel 12 van het Protocol van Kyoto en de overeenkomstig het UNFCCC of het Protocol van Kyoto genomen besluiten;

40° voorlopige CER (tCER) : een CER die is verleend voor een projectactiviteit voor bebossing of herbebossing in het kader van het CDM die, afhankelijk van de krachtens het UNFCCC of het Protocol van Kyoto genomen besluiten, afl oopt op het einde van de verbintenissenperiode die volgt volgt op de periode waarin ze is verleend;

41° langetermijn-CER (ICER) : een CER die is verleend voor een projectactiviteit voor bebossing of herbebossing in het kader van het CDM die, afhankelijk van de krachtens het UNFCCC of het Protocol van Kyoto genomen besluiten, afl oopt op het einde van de kredietperiode van de projectactiviteit voor bebossing of herbebossing in het kader van het CDM waarvoor ze is verleend;

42° Nalevingscomité : het comité, opgericht op grond van punt II.1 van de bijlage bij beslissing 27/CMP.1 over de procedures en mechanismen voor de naleving van de bepalingen uit het Protocol van Kyoto;

43° landgebruik, wijziging van landgebruik en bosbouw : de activiteiten van bebossing, ontbossing, herbebossing, bosbeheer, beheer van graslanden, beheer van akkerlanden, en revegetatie in de zin van dit artikel;

44° bebossing : de rechtstreekse antropogene omzetting in bosgebied van land waar gedurende minstens vijftig jaar geen bossen zijn aangeplant of ingezaaid, en/of waar de natuurlijke bezaaiing gedurende minstens vijftig jaar niet is bevorderd door de mens;

45° herbebossing : de rechtstreekse antropogene omzetting van niet-bosgebied in bosgebied via aanplanting, inzaaiing en/of antropogene bevordering van een natuurlijke bezaaiing op grondgebied dat vroeger bosgebied was maar in niet-bosgebied is omgezet. Voor de eerste verbintenissenperiode zullen de herbebossingsactiviteiten zich beperken tot de herbebossing van grondgebied dat op 31 december 1989 geen bosgebied was.

Art. 2. Met behoud van de toepassing van de bepalingen van het samenwerkingsakkoord van 14 november 2002 betreffende het opstellen, het uitvoeren en het opvolgen van een Nationaal Klimaatplan, alsook het rapporteren, in het kader van het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering en het Protocol van Kyoto en met eerbiediging van de respectievelijke bevoegdheden van de Federale Overheid en de gewesten, heeft dit samenwerkingsakkoord betrekking op de uitvoering van sommige bepalingen van het Protocol van Kyoto door België als verdragsluitende Partij, om de volgende doelstellingen te bereiken :

1° de effectieve en ononderbroken deelname waarborgen van België als verdragsluitende Partij aan de flexibiliteitsmechanismen, vermeld in artikelen 6, 12 en 17 van het Protocol van Kyoto met als doel Kyoto-eenheden te kunnen verwerven en gebruiken, als aanvulling op binnenlandse inspanningen, om de emissiereductieverplichtingen van broeikasgassen te bereiken, en overeenkomstig de bepalingen van artikel 3, § 1, van het Protocol van Kyoto;

2° de criteria en de goedkeuringsprocedure vaststellen voor de projectactiviteiten, die onder de bevoegdheid vallen van de Nationale Klimaatcommissie, alsook de voorwaarden waaronder personen mogen deelnemen aan deze projectactiviteiten, met inachtneming van de relevante richtsnoeren, regels en procedures aangenomen op grond van het UNFCCC, het Protocol van Kyoto en de bepalingen van Richtlijn 2003/87/EG;

3° het aanspreekpunt en de aangewezen nationale autoriteit aanwijzen voor België;

4° regelen dat er Kyoto-eenheden kunnen staan op persoonstegoedrekeningen en exploitanttegoedrekeningen in het register;

5° afspraken maken over de reikwijdte van de controle door de registeradministrateur op het gebruik van de Kyoto-eenheden door exploitanten en overheden.

Art. 3. § 1. De Federale Overheid en de gewesten verbinden er zich toe om, bij de uitoefening van hun respectievelijke bevoegdheden, alle noodzakelijke maatregelen te treffen om te voldoen aan de criteria die België, als verdragsluitende Partij, in staat stellen Kyoto-eenheden te gebruiken, ter uitvoering van de bepalingen van artikel 8 van Beschikking nr. 280/2004/EG en van artikel 50 van Verordening (EG) nr. 2216/2004. Overeenkomstig het samenwerkingsakkoord van 14 november 2002, gaat de Nationale Klimaatcommissie na of aan die criteria is voldaan.

§ 2. De Federale Overheid en de gewesten verbinden er zich toe om samen bij te dragen tot het versterken van de capaciteit van de landen waar projectactiviteiten worden uitgevoerd, in het bijzonder van de ontwikkelingslanden, en om hen te helpen evaluatie- en goedkeuringsprocedures voor projectactiviteiten uit te werken zodat die effectief bijdragen tot hun doelstellingen van duurzame ontwikkeling. De Federale Overheid en de gewesten brengen de Nationale Klimaatcommissie op de hoogte van hun initiatieven. De Nationale Klimaatcommissie stelt elk jaar aan de Federale Overheid en aan de gewesten activiteiten en prioritaire landen voor, met het oog op voldoende geografische spreiding van de projectactiviteiten en rekening houdend met de relevante initiatieven van internationale en Europese instellingen.

§ 3. De inzet van de flexibiliteitsmechanismen door België moet stroken met de complementariteitsverplichtingen, overeenkomstig het Protocol van Kyoto en het UNFCCC en de uitvoeringsbesluiten daarvan.

HOOFDSTUK II. — *Goedkeuring van projectactiviteiten*

Afdeling 1. — Aanduiding van de Nationale Klimaatcommissie als aanspreekpunt en aangewezen nationale autoriteit

Art. 4. § 1. De Nationale Klimaatcommissie wordt aangewezen om de taken uit te voeren die zijn opgedragen aan het aanspreekpunt en aan de aangewezen nationale autoriteit op grond van de relevante uitvoeringsbesluiten van respectievelijk artikelen 6 en 12 van het Protocol van Kyoto.

§ 2. In deze hoedanigheid keurt de Nationale Klimaatcommissie de projectactiviteiten goed, die onder haar bevoegdheid vallen, en bekrachtigt ze, door middel van ondertekening van een goedkeuringsbrief, de gewestelijke of federale goedkeuringsbeslissingen, overeenkomstig afdelingen 2 en 3. Hierbij is de Nationale Klimaatcommissie gebonden door de beslissing van het gewest of de Federale Overheid.

§ 3. De goedkeuringsbeslissing geldt tevens als machtiging van personen om deel te nemen aan projectactiviteiten, overeenkomstig de bepalingen van artikelen 6 of 12 van het Protocol van Kyoto en de relevante uitvoeringsbesluiten daarvan en bevestigt de vrijwillige deelname van België als verdragsluitende Partij aan de uitvoering van de projectactiviteit in kwestie.

§ 4. De Nationale Klimaatcommissie stelt de registeradministrateur formeel in kennis en stelt informatie over projectactiviteiten, waarvoor een goedkeuringsbrief werd uitgereikt, ter kennis van het publiek, met behoud van de toepasselijke wettelijke en reglementaire bepalingen op het vlak van vertrouwelijkheid en de eerbiediging van het bedrijfsgeheim.

§ 5. In het kader van het jaarverslag van haar werkzaamheden stelt de Nationale Klimaatcommissie een rapport op over haar werkzaamheden als aanspreekpunt en als aangewezen nationale autoriteit.

*Afdeling 2. — Goedkeuring van projectactiviteiten,
die onder de bevoegdheid van een gewest of de Federale Overheid vallen*

Art. 5. § 1. Een gewest keurt de volgende projectactiviteiten goed :

1° elke projectactiviteit die volledig of gedeeltelijk gefinancierd wordt door dat gewest, of door een provincie of een gemeente, gelegen op zijn grondgebied;

2° elke projectactiviteit waarvan dat gewest Kyoto-eenheden wil verwerven;

3° elke CDM- of JI-projectactiviteit waarvoor een verzoek tot goedkeuring wordt ingediend door een natuurlijke persoon met zijn woonplaats in het desbetreffende gewest of door een rechtspersoon met een vestigingseenheid in dat gewest;

4° elke projectactiviteit, die op het grondgebied van dat gewest wordt uitgevoerd.

§ 2. De federale overheid keurt alle projectactiviteiten goed waarvan ze Kyoto-eenheden verwerft.

§ 3. Als een projectactiviteit, volgens de criteria uit § 1 en § 2, tegelijkertijd onder de bevoegdheid valt van meerdere gewesten of van één of meerdere gewesten en de federale Overheid, dan wordt ze behandeld door de overheid waar het verzoek tot goedkeuring is ingediend, na raadpleging van de andere betrokken bevoegde overheden. Indien de projectactiviteit zou plaatsvinden op het grondgebied van een gewest, wordt het verzoek tot goedkeuring steeds ingediend bij en behandeld door het gewest in kwestie.

§ 4. De bevoegde overheid, waarbij een verzoek tot goedkeuring wordt ingediend, stelt het permanent secretariaat onmiddellijk in kennis van de naam van de projectactiviteit en van de aanvrager. Het permanent Secretariaat brengt de andere bevoegde overheden ervan op de hoogte.

§ 5. Het permanent Secretariaat registreert en inventariseert elk verzoek tot goedkeuring op een lijst, waarop ook is opgenomen welke overheid bevoegd is voor de behandeling overeenkomstig de bepalingen van deze afdeling.

Art. 6. § 1. Het verzoek tot goedkeuring van een projectactiviteit die onder de gewestelijke bevoegdheid valt, wordt ingediend en beoordeeld overeenkomstig de regels van het gewest in kwestie. Het verzoek tot goedkeuring van een projectactiviteit, die onder de bevoegdheid van de Federale Overheid valt, wordt ingediend bij en beoordeeld door haar bevoegde autoriteit.

§ 2. Bij de beoordeling van een JI-projectactiviteit die niet onder de controle valt van het Comité van toezicht, opgericht op grond van artikel 6. van het Protocol van Kyoto, en waarvan de bevoegde gewestelijke of federale overheid geen ERU's wil verwerven, ziet de bevoegde overheid erop toe dat de projectactiviteit resulteert in emissiereducties van broeikasgassen, die een extra vermindering opleveren ten opzichte van de situatie zonder de voorgestelde projectactiviteit.

§ 3. De Federale Overheid of het gewest brengt zijn beslissing tot goedkeuring van een projectactiviteit, ter kennis van het permanent secretariaat, samen met een motivatie van zijn bevoegdheid. Het permanent secretariaat bevestigt de ontvangst van die kennisgeving.

§ 4. In geval van een gewestelijke of federale goedkeuringsbeslissing, ondertekent de voorzitter van de Nationale Klimaatcommissie in naam van de Nationale Klimaatcommissie de goedkeuringsbrief tijdens de eerste vergadering die volgt op deze goedkeuringsbeslissing. De Nationale Klimaatcommissie stelt het model op van die brief. Het permanent secretariaat stuurt de brief per aangetekend schrijven, tegen ontvangstbewijs, naar de bevoegde overheid, die vervolgens de aanvrager informeert.

§ 5. Bij weigering van de goedkeuring wordt de aanvrager daarvan rechtstreeks in kennis gesteld door de bevoegde overheid volgens de door haar vastgestelde regels.

§ 6. Ongeacht de ondertekening van de goedkeuringsbrief van een projectactiviteit door de voorzitter van de Nationale Klimaatcommissie, blijft de federale of gewestelijke overheid, die de projectactiviteit heeft goedgekeurd, volledig verantwoordelijk voor die activiteit en draagt ze alle risico's die eraan verbonden zijn.

§ 7. Als een gewest of de Federale Overheid een herziening wil laten uitvoeren van een goedgekeurde projectactiviteit die onder haar bevoegdheid valt ter uitvoering van beslissing 3/CMP.1 over de regels en procedures voor een mechanisme voor schone ontwikkeling, als gedefinieerd in artikel 12 van het Protocol van Kyoto, of van beslissing 9/CMP.1 over de richtsnoeren voor de implementatie van artikel 6 van het Protocol van Kyoto, dan meldt het gewest of de Federale Overheid dit schriftelijk aan de voorzitter van de Nationale Klimaatcommissie die het verzoek tot herziening ondertekent.

*Afdeling 3. — Goedkeuring van de projectactiviteiten die onder de bevoegdheid
van de Nationale Klimaatcommissie vallen*

Art. 7. Elke projectactiviteit, die niet onder de bevoegdheid van een gewest of van de Federale Overheid valt overeenkomstig artikel 5, valt onder de bevoegdheid van de Nationale Klimaatcommissie.

Art. 8. De Nationale Klimaatcommissie keurt geen enkele projectactiviteit als vermeld in artikel 7 goed als ze niet beantwoordt aan ten minste de volgende criteria, vastgelegd door de Conferentie van de Partijen bij het VN-Raamverdrag inzake Klimaatverandering waarin de Partijen van dit Protocol bijeenkomen en de Richtlijn 2004/101/EG tot wijziging van Richtlijn 2003/87/EG :

1° de projectactiviteit draagt effectief bij tot de verwezenlijking van de duurzame-ontwikkelingsdoelstellingen van het vooropgestelde gastland;

2° voor de financiering van de overwogen projectactiviteit wordt geen officiële ontwikkelingshulp gebruikt, in het kader van de regels die vastgelegd zijn binnen de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling en overeenkomstig de beslissingen van de raad van bestuur, opgericht op grond van artikel 12 van het Protocol van Kyoto, en van het Comité van toezicht, opgericht op grond van artikel 6 van het Protocol van Kyoto;

3° de deelname van personen aan een projectactiviteit moet stroken met de desbetreffende richtsnoeren, uitvoeringsmodaliteiten en procedures overeenkomstig het UNFCCC en het Protocol van Kyoto;

4° de overwogen projectactiviteit heeft geen invloed op het vermogen van België om zijn verplichtingen na te komen, aangegaan in het kader van andere internationale overeenkomsten, in het bijzonder voor het behoud van de biodiversiteit, de bestrijding van de woestijnvorming en de afbraak van de ozonlaag;

5° de overwogen projectactiviteit brengt noch rechtstreeks noch onrechtstreeks significante schade toe aan het leefmilieu of aan de gezondheid van de bevolking van een andere Staat dan het land waarin de uitvoering ervan wordt overwogen;

6° de overwogen projectactiviteit mag geen schade berokkenen aan de belangen van België in het kader van zijn diplomatieke of militaire optreden;

7° voor elke JI-projectactiviteit moeten het referentieniveau en het monitoring plan opgesteld worden volgens de richtsnoeren uit de uitvoeringsbesluiten van het UNFCCC of het Protocol van Kyoto en worden ze geverifieerd door een geaccrediteerde onafhankelijke entiteit. Voor projectactiviteiten die overwogen worden op het grondgebied van de Europese Unie of in landen die een toetredingsverdrag met de Europese Unie hebben ondertekend, moet het referentieniveau volledig voldoen aan het communautair acquis, met inbegrip van de tijdelijke ontheffingen als bepaald in dat toetredingsverdrag;

8° bij een projectactiviteit voor de opwekking van waterkracht, met een opwekkingsvermogen van meer dan 20 MW, moet de projectactiviteit voldoen aan de desbetreffende internationale normen en richtsnoeren, onder meer die welke deel uitmaken van het in 2000 uitgebrachte verslag van de Wereldcommissie stuwdammen: "Dams and Development - A new Framework for Decision-Making".

Art. 9. § 1. Iedereen die een projectactiviteit wil uitvoeren, die onder de bevoegdheid van de Nationale Klimaatcommissie valt, moet een verzoek tot goedkeuring richten aan de Nationale Klimaatcommissie.

§ 2. De regels voor het indienen van het verzoek tot goedkeuring, de inhoud van het verzoek en de bij te voegen documenten worden vast, worden vastgelegd door de Nationale Klimaatcommissie, welke zullen worden meegedeeld aan de respectievelijk bevoegde parlementen en gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 3. Het verzoek tot goedkeuring wordt als volgt behandeld :

1° het permanent Secretariaat van de Nationale Klimaatcommissie bevestigt de ontvangst van het verzoek tot goedkeuring en brengt de termijnen voor de procedure ter kennis van de aanvrager;

2° de Nationale Klimaatcommissie gaat na of het verzoek tot goedkeuring volledig is. Als ze van oordeel is dat ze over alle nodige elementen beschikt om een beslissing te kunnen nemen, brengt ze de aanvrager hiervan op de hoogte en behandelt ze het dossier. Als ze dat nuttig acht, mag ze de aanvrager op elk moment aanvullende inlichtingen vragen of documenten die nodig zijn om het dossier te behandelen, in welk geval de termijn bedoeld in artikel 10, § 1, verlengd wordt met twee maanden.

Art. 10. § 1. De Nationale Klimaatcommissie spreekt zich uit binnen een termijn van vier maanden na kennisgeving vermeld in artikel 9, § 3, 1°.

Ze neemt haar beslissing met een tweederde meerderheid van de stemmen van de aanwezige leden, rekening houdend met de vereisten vermeld in artikel 8. Als er binnen bovenvermelde termijn geen beslissing is genomen, wordt de projectactiviteit als goedgekeurd beschouwd.

§ 2. De voorzitter van de Nationale Klimaatcommissie ondertekent de goedkeuringsbrief in naam van de commissie. De Nationale Klimaatcommissie stelt het model van de brief op en legt vast volgens welke regels het permanent secretariaat de brief moet versturen naar de aanvrager.

§ 3. Als de Nationale Klimaatcommissie de projectactiviteit weigert goed te keuren, neemt ze de redenen voor die weigering op in haar beslissing. Het permanent Secretariaat stelt de aanvrager in kennis van die beslissing per aangetekende zending tegen ontvangstbewijs.

§ 4. De beslissing van de Nationale Klimaatcommissie is een individuele beslissing waartegen binnen zestig dagen, te rekenen vanaf de datum van de kennisgeving ervan, bij de Raad van State een annulatieberoep kan worden ingesteld.

§ 5. Op verzoek van het permanent secretariaat kan de Nationale Klimaatcommissie de aanvrager een vergoeding vragen voor haar dienstverlening, die redelijk en evenredig moet zijn met de kosten van de dienstverlening in kwestie en deze mag de kosten van de dienstverlening niet overschrijden. Het bedrag ervan en de regels ervoor worden door de Nationale Klimaatcommissie vastgelegd.

HOOFDSTUK III. — *Tegoeden aan en gebruik van Kyoto-eenheden*

Art. 11. Op elke persoonstegoedrekening, exploitanttegoedrekening en partijtegoedrekening in het register kunnen Kyoto-eenheden staan.

Art. 12. § 1. De Partijen van dit samenwerkingsakkoord verbinden zich ertoe geen gebruik te maken van door kerninstallaties gegenereerde ERU's of CER's om hun gekwantificeerde emissiereductieverplichtingen van broeikasgassen na te komen.

§ 2. Om hun emissiereductieverplichtingen van broeikasgassen na te komen, kunnen de gewesten en de Federale Overheid beslissen om zelf geen gebruik te maken van Kyoto-eenheden die voortkomen uit specifieke projectactiviteiten.

Als een Partij het gebruik van specifieke Kyoto-eenheden uitsluit, treft ze alle nuttige en nodige maatregelen ter zake. De registeradministrateur bezorgt de betrokken partij een jaarlijks rapport dat haar in de mogelijkheid stelt om eventuele inbreuken autonoom vast te stellen en de noodzakelijke nalevingsmaatregelen te treffen.

§ 3. Een gewest of de Federale Overheid kan, aanvullend op de Europese en internationale regels, beslissen om bijkomende voorwaarden vast te leggen voor het gebruik van Kyoto-eenheden door exploitanten waaraan ze de broeikasgasvergunning heeft uitgereikt. Ze stelt de Nationale Klimaatcommissie en de registeradministrateur daarvan in kennis. De registeradministrateur bezorgt de betrokken partij een jaarlijks rapport over de inlevering van emissierechten en Kyoto-eenheden door de exploitanten van deze installaties, dat haar in de mogelijkheid stelt om eventuele inbreuken autonoom vast te stellen en de noodzakelijke nalevingsmaatregelen te treffen.

§ 4. Bij de uitoefening van hun bevoegdheden ter uitvoering van Richtlijn 2003/87/EG delen de gewesten, samen met de registeradministrateur, de relevante gegevens over het gebruik van de Kyoto-eenheden binnen de regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten mee aan de Nationale Klimaatcommissie, die daarover verslag uitbrengt bij de Europese Commissie overeenkomstig artikel 21, § 1, a), van de voormelde richtlijn.

Art. 13. § 1. De registeradministrateur laat de exploitanten toe om Kyoto-eenheden te gebruiken, voor zover dat in overeenstemming is met de desbetreffende regels uit Richtlijn 2003/87/EG, Verordening EG nr. 2216/2004, het UNFCCC, het Protocol van Kyoto, alsmede de uitvoeringsbepalingen ervan.

§ 2. De naleving van § 1 zal vastgesteld worden door de centrale administrateur bij de Europese Commissie op basis van de testprocedures omschreven in bijlage XIII van de verordening, en desgevallend het testplan opgesteld door de administrateur van het internationale transactielog bij de Verenigde Naties naar aanleiding van de gegevens-uitwisselingsstandaard voor registers onder het Protocol van Kyoto. De registeradministrateur ziet erop toe dat de leverancier van de registersoftware de regels vermeld in § 1 correct implementeert.

§ 3. Op verzoek van de Nationale Klimaatcommissie kan de registeradministrateur het gebruik van specifieke Kyoto-eenheden die afkomstig zijn van specifieke projectactiviteiten uitsluiten, bijkomend op de Europese en internationale regels, voor alle exploitanttegoedrekeningen en de partijtegoedrekening, als de gewesten en de Federale

Overheid hierover een consensus bereiken en als dit technisch kan worden uitgevoerd in de registersoftware. De technische uitvoerbaarheid wordt bepaald door de software ontwikkelaar en geëvalueerd door de Nationale Klimaatcommissie op basis van een rapport van de registeradministrateur.

HOOFDSTUK IV. — *Toegewezen hoeveelheid*

Art. 14. § 1. De aan België toegewezen hoeveelheid wordt initieel op de partijtegoedrekening, geopend op naam van België als verdragsluitende Partij, in het register ingeschreven.

§ 2. Als landgebruik, wijziging van landgebruik en bosbouw tijdens het referentiejaar of de referentieperiode een nettobron van broeikasgasemissies vormen, houdt België bij de berekening van de toegewezen hoeveelheid rekening met de antropogene emissies, opgegeven onder de rubriek "omzetting van bossen" (ontbossing), overeenkomstig de beslissing 13/CMP.1 over de regels voor de boekhouding van de toegewezen hoeveelheden ter uitvoering van artikel 7, § 4, van het Protocol van Kyoto.

Art. 15. § 1. Het gedeelte van de aan België toegewezen hoeveelheid, dat overeenstemt met de totale hoeveelheid emissierechten die overeenkomstig het nationaal toewijzingsplan van België voor de periode 2008-2012, gereserveerd wordt voor de installaties die onder het toepassingsgebied van Richtlijn 2003/87/EG vallen, met inbegrip van de totale reserve voor nieuwkomers, wordt op de partijtegoedrekening van België bijgehouden in afwachting van de verlening, overeenkomstig artikel 45 van Verordening (EG) nr. 2216/2004, de toewijzing aan exploitanten, overeenkomstig artikel 46 van dezelfde verordening, of de veiling van emissierechten door een bevoegde autoriteit overeenkomstig artikel 10 van deze richtlijn.

§ 2. De registeradministrateur houdt nauwgezet en continu de totale hoeveelheid Kyoto-eenheden en emissierechten bij, die zich op de partijtegoedrekening bevinden.

§ 3. Elk gewest en de Federale Overheid openen een persoonstegoedrekening in het register door een geldig ingevuld en ondertekend activeringsformulier te bezorgen aan de registeradministrateur overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 14 oktober 2005.

§ 4. Een gewest kan een schriftelijk verzoek richten aan de registeradministrateur om een gelimiteerd deel van de aan België toegewezen hoeveelheid van de partijtegoedrekening over te dragen aan zijn respectievelijke persoonstegoedrekening, op voorwaarde dat die hoeveelheid opnieuw wordt overgedragen voor het einde van de eerste verbintenissenperiode en voor de verificatie op een specifiek daartoe opgerichte partijtegoedrekening, beheerd door de registeradministrateur, in opdracht van de desbetreffende bevoegde autoriteit. Dat mag geen enkel nadelig gevolg hebben voor de verplichtingen van het gewest zelf, van de andere gewesten en op de Belgische verplichtingen. Het deel is voor elk gewest gelimiteerd tot maximaal 5 % van 5 keer de broeikasgasemissies in het basisjaar in het gewest in kwestie, verminderd met 7,5 %.

§ 5. De vraag om de overdracht, beschreven in § 4, uit te voeren, dient per aangetekende brief tegen ontvangstbewijs te worden bezorgd aan de registeradministrateur en moet ondertekend zijn door de persoon die gemachtigd is om voor de rekeninghouder op te treden en door de twee gemachtigde vertegenwoordigers van de rekeninghouder.

§ 6. De gewesten en de Federale Overheid kunnen Kyoto-eenheden, die ze van een derde partij verwerven, bewaren op hun persoonstegoedrekening in afwachting van hun overdracht naar de partijtegoedrekening van België.

HOOFDSTUK V. — *Verdeling van de lasten*

Art. 16. § 1. Als de geverifieerde emissies van broeikasgassen van een gewest tijdens de eerste verbintenissenperiode hoger zijn dan het vijfvoud van de gewestelijke emissiedoelstelling voor broeikasgassen in de eerste verbintenissenperiode, verbindt dat gewest zich er toe om, uiterlijk twee maanden vóór het verstrijken van de bijkomende termijn toegestaan om aan de verplichtingen te voldoen, een hoeveelheid Kyoto-eenheden over te dragen naar de partijtegoedrekening van België als verdragsluitende Partij, die overeenkomt met het verschil tussen zijn geverifieerde emissies van broeikasgassen tijdens de eerste verbintenissenperiode en het vijfvoud van haar gewestelijke emissiedoelstelling voor broeikasgassen voor die eerste verbintenissenperiode. De registeradministrateur draagt het geheel van de eenheden vermeld in artikel 15, § 4, over naar de partijtegoedrekening van België als verdragsluitende Partij, ten laatste twee maanden voor het verstrijken van de bijkomende termijn om aan zijn verplichtingen te voldoen.

§ 2. Als de geverifieerde emissies van broeikasgassen van een gewest gedurende de eerste verbintenissenperiode lager zijn dan het vijfvoud van de gewestelijke emissiedoelstelling voor broeikasgassen in de eerste verbintenissenperiode, draagt de registeradministrateur, uiterlijk twee maanden voor het verstrijken van de bijkomende termijn toegestaan om aan de verplichtingen te voldoen, een hoeveelheid Kyoto-eenheden als vermeld in artikel 15, § 4, verminderd met het verschil tussen haar geverifieerde emissies van broeikasgassen tijdens de eerste verbintenissenperiode en het vijfvoud van zijn gewestelijke emissiedoelstelling voor broeikasgassen tijdens de eerste verbintenissenperiode over van de specifieke daartoe opgerichte partijtegoedrekening, beheerd door de registeradministrateur, naar de partijtegoedrekening van België als verdragsluitende Partij.

De overblijvende Kyoto-eenheden worden gelijktijdig door de registeradministrateur overgedragen naar de persoonstegoedrekening van het gewest.

De gewesten en de Federale Overheid bekijken onderling binnen het kader van het Overlegcomité, zonder afbreuk te doen aan hun autonomie, rekening houdend met de door de Federale Overheid in de eerste verbintenissenperiode aangekochte Kyoto-eenheden, of er een mogelijkheid is om in eerste instantie tussen de gewesten onderling de Kyoto-eenheden over te dragen of te verhandelen binnen de eerste verbintenissenperiode, of om ze geheel of gedeeltelijk over te dragen naar de volgende verbintenissenperiode zonder voorafname op de bepaling van deze doelstellingen van de volgende verbintenissenperiode.

Na betekening aan België van de definitieve validatie van de nationale inventarissen van emissies van broeikasgassen door het UNFCCC-secretariaat, spreken de federale Overheid en de gewesten zich binnen het kader van het Overlegcomité gezamenlijk uit, zonder afbreuk te doen aan hun autonomie, over de mogelijkheden vermeld in het vorige lid, ten laatste twee maanden voor het verstrijken van de bijkomende termijn om aan haar verplichtingen te voldoen. Die beslissing zal worden megedeeld binnen een termijn van veertien kalenderdagen aan de registeradministrateur op schriftelijk, geauthenticeerd en juridisch conform verzoek van de gemachtigde vertegenwoordigers van een gewest en van een daartoe door de gewestregering gemachtigde minister.

HOOFDSTUK VI. — *Reserve voor de verbintenissenperiode en overdracht van Kyoto-eenheden naar een volgende verbintenissenperiode*

Art. 17. De Nationale Klimaatcommissie keurt uiterlijk tegen 31 oktober 2007 alle maatregelen goed die de registeradministrateur en de partijen bij dit samenwerkingsakkoord moeten nemen, als vanaf 1 januari 2008 de tegoeden aan voor de desbetreffende periode van vijf jaar geldende ERU's, CER's, AAU's en RMU's op de partij-, exploitant- en persoonstegoedrekeningen, alsook de afboekingsrekeningen in het register het niveau benaderen waarop de reserve voor de verbintenissenperiode niet langer in acht wordt genomen, overeenkomstig de regels voor de uitvoering van artikel 17 van het Protocol van Kyoto.

Art. 18. § 1. Binnen een marge van 2,5 % van de aan België toegewezen hoeveelheid en met naleving van de regels vastgelegd door de Nationale Klimaatcommissie neemt de registeradministrateur de nodige maatregelen om de Federale Overheid en elk gewest in staat te stellen CER's of ERU's, die niet het gevolg zijn van RMU's, naar de volgende verbintenissenperiode over te dragen.

Op schriftelijk verzoek van de gemachtigde vertegenwoordigers van een gewest of de Federale Overheid, neemt de registeradministrateur tevens de nodige maatregelen om de Federale Overheid en elk gewest in staat te stellen de AAU's, waarvoor geen enkele beperking is vastgelegd, naar de volgende verbintenissenperiode over te dragen.

§ 2. De Kyoto-eenheden, overgedragen overeenkomstig § 1, mogen niet afgeboekt zijn voor de verbintenissenperiode of geannuleerd, en de overdracht moet plaatsvinden na verloop van de bijkomende termijn toegestaan om aan de verplichtingen te voldoen.

§ 3. De overdracht van Kyoto-eenheden volgens de voorwaarden uit de bovenstaande paragrafen is toegankelijk voor andere personen, als de Nationale Klimaatcommissie dat toestaat, met naleving van de door haar vastgelegde regels en voor zover het technisch kan worden uitgevoerd in de registersoftware. De technische uitvoerbaarheid wordt bepaald door de software-ontwikkelaar en geëvalueerd door de Nationale Klimaatcommissie op basis van een rapport van de registeradministrateur.

HOOFDSTUK VII. — *Het gebruik van Kyoto-eenheden uit landgebruik, wijziging van landgebruik en bosbouw*

Art. 19. § 1. Om de reductiedoelstelling van België als verdragsluitende Partij, zoals bepaald in artikel 3, § 1, van het Protocol van Kyoto en vastgelegd krachtens Beschikking nr. 2002/358/EG te bereiken, verbinden de Federale Overheid en de gewesten er zich toe niet meer ICER's en tCER's te gebruiken dan 1 % van de emissies van het referentiejaar gebruikt voor de berekening van de aan België toegewezen hoeveelheid, vermenigvuldigd met vijf.

§ 2. De Partijen van dit samenwerkingsakkoord bewaren ICER's en tCER's op hun respectievelijke persoons- of goederrekeningen in afwachting van hun overdracht naar de partijtegoedrekening.

§ 3. Hiertoe stelt de registeradministrateur de Nationale Klimaatcommissie jaarlijks, vanaf 2008, in kennis van :

- a) de hoeveelheden ICER's en tCER's die op de partijtegoedrekening in het register staan;
- b) de hoeveelheden afgeboekte ICER's en tCER's.

De gewestelijke of Federale Overheid, die ICER's of tCER's afboekt, blijft verantwoordelijk voor de eventuele vervanging ervan.

§ 4. De Nationale Klimaatcommissie bepaalt hoe het maximumpercentage, omschreven in § 1, tussen de Federale Overheid en elk gewest verdeeld wordt.

§ 5. Elk gewest en de Federale Overheid zijn verantwoordelijk voor de naleving van de overeengekomen verdelingsprincipes van het toegestane maximumpercentage.

HOOFDSTUK VIII. — *Procedures en mechanismen aangaande de naleving van de bepalingen van het Protocol van Kyoto*

Art. 20. § 1. De volgende bepalingen regelen de toepassing van de procedures en mechanismen aangaande de naleving van de bepalingen van het Protocol van Kyoto als er een procedure met betrekking tot België wordt ingesteld bij het Nalevingscomité.

§ 2. De Nationale Klimaatcommissie wordt aangewezen als de overlegstructuur en heeft tot taak praktische afspraken te maken met betrekking tot :

- 1° de deelname van de Federale Overheid en de gewesten in het kader van het voorafgaande onderzoek door de Faciliteringskamer of de Uitvoeringskamer van het Nalevingscomité omtrent de uitvoering;
- 2° de algemene procedures of de specifieke procedures voor elke kamer;
- 3° de beroepsprocedures.

§ 3. Als een beslissing tot behandeling aan België wordt meegedeeld via het Secretariaat van het Nalevingscomité, komt de Nationale Klimaatcommissie zo spoedig mogelijk samen om de praktische afspraken over de respectieve deelname van de Federale Overheid en de gewesten aan die procedure vast te stellen.

§ 4. De Nationale Klimaatcommissie maakt praktische afspraken voor de uitvoering van alle afgeleide maatregelen van de faciliteringskamer die op België van toepassing zijn.

§ 5. Artikel 16, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980. tot hervorming der instellingen is van toepassing voor de tenuitvoerlegging van de afgeleide maatregelen die door de uitvoeringskamer van het Nalevingscomité op België worden toegepast.

HOOFDSTUK IX. — *Slotbepalingen*

Art. 21. Eventuele geschillen onder de contracterende Partijen over de interpretatie of de uitvoering van dit samenwerkingsakkoord worden beslecht in de Nationale Klimaatcommissie of, als daar geen oplossing wordt gevonden, binnen de uitgebreide Interministeriële Conferentie voor het Leefmilieu, en in voorkomend geval, binnen het Overlegcomité. Wordt er geen oplossing gevonden, dan wordt het geschil voorgelegd aan een rechtscollege waarvan de leden worden aangewezen en waarvan de werkingskosten worden verdeeld overeenkomstig artikel 24 van het samenwerkingsakkoord van 14 november 2002.

Art. 22. Dit samenwerkingsakkoord wordt voor onbepaalde duur gesloten.

Elke contracterende Partij kan het samenwerkingsakkoord opzeggen mits ze een opzegtermijn van zes maanden in acht neemt.

Art. 23. Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking nadat de federale en gewestelijke wetgevers ermee hebben ingestemd.

De wet, de decreten en de ordonnantie tot instemming zullen tegelijkertijd in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd worden door de Centrale Secretarie van het Overlegcomité vermeld in artikel 31 van de gewone wet van 9 augustus 1980, op verzoek van de partij waarvan de wetgever als laatste zijn instemming heeft gegeven.

Brussel, 31 januari 2008, in originele exemplaren als er contracterende partijen zijn.

Voor de Federale Overheid :

De Eerste Minister,
G. VERHOFSTADT

De Federale Minister van Energie,
M. VERWILGHEN

De Federale Minister van Leefmilieu,
B. TOBBACK

Voor het Vlaamse Gewest :

De minister-president van de Vlaamse Regering,
Y. LETERME

De Vlaamse minister van Economie, Ondernemen, Wetenschap, Innovatie en Buitenlandse Handel,
Mevr. F. MOERMAN

De Vlaamse minister van Openbare Werken, Energie, Leefmilieu en Natuur,
K. PEETERS

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Waalse Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
Ch. PICQUE

De Brusselse Minister van Leefmilieu en Energie,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Brusselse Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek,
B. CEREXHE

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 944

[2008/200972]

14 MARS 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, notamment ses articles D.218, R.279 et R.299;

Vu l'avis de la Commission consultative de l'eau du 24 janvier 2007;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article R.279, § 1^{er}, alinéa 2, du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, le terme "agrée" est inséré entre les termes "individuelle" et ", et plus précisément".

Art. 2. A l'annexe XXXV de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, dans la colonne libellée "Concentration", le chiffre 60 est remplacé par le chiffre 40 en ce qui concerne le total des matières en suspension.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2009.

Art. 4. Le Ministre qui a la Politique de l'Eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 mars 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN